

# Les « Anglais » ont changé

**LES ANGLOPHONES**  
**UNE RÉVOLUTION DISCRÈTE**

Une réalité aujourd'hui saute aux yeux: la population anglophone de Montréal a perdu sa « psychologie majoritaire confiante ». Elle a découvert qu'elle était bel et bien une minorité et qu'elle devait apprendre à vivre comme telle.



ROCH CÔTÉ

Les « Anglais » ont changé. Ces mêmes Anglo-Québécois qui, il y a à peine douze ans, estimaient avoir droit de vivre exclusivement en anglais, acceptent aujourd'hui la promotion du français et la nécessité du bilinguisme.

Un chemin important a été parcouru depuis le soir du 10 juin 1974 lorsque 5000 anglophones, en colère contre la loi 22, se réunissaient dans le stade du collège Loyola pour entendre des orateurs comparer le Québec à l'Allemagne nazie.

Aujourd'hui, on peut voir dans le West Island, des parents anglophones en colère réclamer plus de places pour leurs enfants dans les écoles françaises.

Bien sûr, les Anglo-Québécois ne se sont pas convertis en masse à l'idéal de Camille Laurin qui rêvait d'un « Québec aussi français que l'Ontario est anglais ». Le sondage que publie aujourd'hui *La Presse* montre bien que les Anglo-Québécois refusent que l'anglais ait un statut de seconde zone. D'autres, que l'on peut dénicher dans certaines boutiques de Montréal ou de Westmount, quand ce n'est pas à la direction de *The Gazette*, affichent toujours un unilinguisme tranquille, rarement agressif.

Mais une réalité aujourd'hui saute aux yeux: la population anglophone de Montréal a perdu sa « psychologie majoritaire confiante », comme la nomme le professeur Michael Stein. Elle a pris le parti de s'adapter à un Québec où la majorité francophone fixe les règles du jeu. Il émerge actuellement à Montréal une nouvelle « race » d'Anglo-Québécois qui se découvre une identité propre, ni torontoise ni américaine, et qui voit d'un oeil nouveau ses relations avec les francophones. En l'espace d'à peine une génération, les Anglo-Québécois ont réalisé discrètement une sorte de révolution.

**L'impensable devenu raisonnable**

« Oui, il y a une période qui est bien finie » constate Gary Caldwell, sociologue, chargé de cours à McGill et membre de l'Institut québécois de recherche sur la culture. Même langage chez le président d'Alliance-Québec, Michael

Goldbloom: il y a des choses que les anglophones acceptent maintenant et qui étaient impensables il y a une quinzaine d'années.

« Ce qui est remarquable, affirme M. Caldwell, c'est l'adaptation qui s'est faite. En l'espace d'une dizaine d'années, la population anglophone s'est adaptée à une nouvelle réalité et on n'a pas vu de violence, comme en 1847 lorsqu'une foule anglaise a brûlé le parlement du Canada ».

M. Goldbloom, lui, constate chez les anglophones, « un assez grand consensus sur un nouveau contrat social entre les francophones et les anglophones du Québec. La communauté de langue anglaise a évolué énormément... J'affirme avec confiance que la vaste majorité des anglophones croient que c'est important de protéger la langue française au Québec et légitime pour le gouvernement de légiférer pour le faire. Ce n'était pas le cas il y a quinze ans. »

Le sondage de *La Presse* confirme les propos de M. Goldbloom. Une majorité de répondants se dit favorable « à ce qui s'est fait au Québec au cours des dix dernières années pour améliorer la situation de la langue française ». Une immense majorité estime le bilinguisme essentiel.

« Il aurait été impensable il y a quinze ans, ajoute M. Caldwell, que beaucoup d'anglophones acceptent la priorité du français dans l'affichage ». Le sondage de *La Presse* montre en effet qu'ils sont près de 40 p. cent à accepter la priorité du français, les autres étant majoritairement favorables au bilinguisme.

Sheila McLeod Arnopoulos, co-auteur avec Dominique Clift du livre *Le fait anglais au Québec*, constate elle aussi que les anglophones ont fait le pari de l'adaptation. Les deux auteurs écrivaient en 1980 que les Anglo-Québécois devaient « décider s'il était plus important de défendre une suprématie historique ou de chercher un nouveau type de relation avec la majorité française de la province ».

« Ils ont changé », constate aujourd'hui Mme McLeod Arnopoulos. « Il n'y a plus d'agressivité. Il y a des choses qu'ils n'acceptent pas, comme l'affichage unilingue et certains aspects de la loi 101, mais plusieurs n'ont plus envie de se battre pour ça. Ils se disent: bon, ça va, si les francophones y tiennent tant, laissons faire, il y a des choses plus importantes. »

Une espèce a pratiquement disparu, constate-t-elle: celle qui



Le caractère francophone de Montréal n'est pas encore tellement évident à l'angle des rues Victoria et Sherbrooke.

photo Michel Gravel, La Presse

s'oppose farouchement aux changements. « D'autres se tiennent à l'écart, ne se mêlent pas aux débats. Et puis la composition de la communauté anglophone change. On voit plus d'excentriques, des originaux qui nous viennent de Toronto et qui restent ici parce qu'ils aiment cette société, ils aiment cette ville ».

Dans le monde des affaires ou la minorité anglophone poursuivait le sentiment de sa suprématie, Alex Harper, vice-président et directeur du Board of Trade, constate que « les choses se sont mises à changer au milieu des années 70. Les gens ont été mis devant un choix: s'adapter au changement ou partir. Beaucoup d'unilingues et de gens qui n'étaient pas à l'aise ici sont partis. Cela a eu un impact certain sur le niveau de bilinguisme dans les affaires à Montréal ».

**Ceux qui sont partis**  
 Alex Harper n'est pas le seul à penser que le départ de plus de 100 000 Anglo-Québécois dans les années 70 a eu un impact majeur sur l'évolution de cette minorité.

Dans son *Histoire du Québec anglophone* qui vient de paraître, Ronald Rudin, professeur à l'Université Concordia, démontre que « les pertes britanniques furent particulièrement lourdes parmi les unilingues ». « Il s'agissait en partie, écrit-il, du départ de ceux qui étaient les moins aptes à s'adapter à la nouvelle conjoncture québécoise... »

M. Caldwell constate aussi que l'émigration anglophone entre 1971 et 1981 a été « sélective ». « Il y avait des gens, dit-il, pour lesquels la situation était devenue intolérable. Cette émigration a été un processus qui a contribué à l'adaptation de ceux qui sont restés. L'histoire a toujours fait des choses inattendues... »

**Un long processus**  
 Le bel univers des anglophones montrealais, celui de la majorité confiante qu'on a même qualifiée de « rhodésienne », a commencé à craquer en 1960, sans qu'elle s'en rende tellement compte.

Le professeur Michael Stein écrit ainsi l'âge d'or de la suprema-

tie anglaise à Montréal: « La conscience confiante d'appartenance à une majorité des anglophones québécois était marquée d'un sentiment de supériorité, tant au plan éducatif que culturel, renforcé par des revenus moyens plus élevés et par une situation de commande dans l'économie du Québec ».

Puis en 1960 surgit le « maîtres chez nous » de Jean Lesage, le démarrage de la révolution tranquille. C'est aussi l'époque des premières bombes du F.L.O.

Mais on se rend compte aujourd'hui que ce ne sont pas les bombes qui ont lézardé le bel édifice « anglais ». Les bureaucraties francophones ont été plus efficaces. La centralisation des réseaux ser-

**La minorité anglophone du Québec est engagée dans une course contre la montre**

vices et de services sociaux, l'infiltration de l'État dans les écoles, les universités, les hôpitaux a sonné le début d'une nouvelle ère pour les anglophones: celle de l'intégration de leurs institutions dans l'ensemble québécois. L'autarcie et le bel isolationnisme de jadis devenaient de moins en moins possibles.

Puis graduellement, le « bastion anglais » a été investi de toutes parts sous la poussée d'une société francophone dynamique.

La prise en main de l'État comme instrument de promotion collective par les francophones, la montée du nationalisme, les diverses législations sur la langue — loi 63, loi 22 et loi 101 —, la montée d'une nouvelle élite francophone des affaires, le « long » règne du Parti Québécois de 1976 à 1985, tout cela a, en une vingtaine d'années, bouleversé l'environnement des Anglo-Québécois.

La minorité anglophone a découvert qu'elle était bel et bien une minorité et qu'elle devait apprendre à vivre comme telle. Était-ce possible?

Certains ont cru que non. À la fin des années 70, M. Caldwell écrivait durement: « Depourvue de tout sentiment de ce qu'elle est et de son histoire, la communauté anglophone du Québec a de la difficulté à envisager l'avenir et par conséquent, elle est chroniquement incapable — encore qu'il ne faille pas lui dénier toute possibilité d'évolution future — de façonner et de définir cet avenir ».

**L'avenir**  
 Pour David Johnston, recteur de l'Université McGill, le choix a été clairement fait. Les Anglo-Québécois acceptent leur nouvelle situation de minoritaires dans un Québec devenu plus français.

Le sondage de *La Presse* montre d'ailleurs que le « sentiment minoritaire » est fort chez les Anglo-Québécois. Pour 42 p. cent d'entre eux, les anglophones constituent une minorité ethnique et culturelle comme les autres au Québec. Autrement dit, les Anglo-Québécois peuvent être considérés comme les Italiens, les Grecs ou les Portugais de Montréal.

Est-ce un drame? Pas pour le recteur de McGill qui constate qu'aujourd'hui « les francophones de Montréal sont plus à l'aise », signalant par là le relâchement des anciennes tensions. Typique de la nouvelle élite anglophone, M. Johnston a accepté d'emblée le bilinguisme pour ses cinq enfants lorsque, il y a plus de sept ans, il a fait le saut de l'université Western Ontario à son poste actuel de professeur de droit et de recteur à McGill. Ses cinq enfants ont reçu leur éducation en français au Collège Marie-de-France.

Quant à ses étudiants en droit — car à McGill la tradition veut que le recteur continue d'enseigner — M. Johnston les trouve moins inquiets qu'il y a quelques années. « Il y a eu une période où les étudiants anglo-québécois regardaient surtout vers l'extérieur du Québec. Mais plus mainte-

nant. C'est au Québec qu'ils envisagent leur avenir ».

Encore là, le sondage le confirme. La grande majorité des anglophones, soit 78 p. cent, pense être encore au Québec dans cinq ans.

**Une nouvelle identité**  
 Gary Caldwell voit lui aussi des signes encourageants. De plus en plus d'anglophones, estime-t-il, prennent leur part de responsabilité quant à la santé et à l'avenir de la société québécoise.

M. Caldwell va plus loin et pense même qu'on pourrait voir dans l'avenir une élite anglo-québécoise devenir plus « nationaliste » que ne le sont les francophones. « Il y a, dit-il, une tradition intellectuelle anglo-québécoise qui valorise beaucoup la vie au Québec... Ce sont des gens qui estiment que l'on a ici une qualité de vie exceptionnelle et qui pensent qu'il va falloir faire certaines choses pour que ce soit préservé. »

Les jeunes, pense M. Caldwell, surtout la masse de ceux qui sont passés par les écoles françaises, ont acquis une identification nouvelle à la société québécoise. « À ceux-là s'ajoutent tous les jeunes immigrants que la loi 101 a envoyé à l'école française et qui y ont acquis une identité québécoise. Ce sont tous ces jeunes qui vont finir par faire la différence. »

Rudin, l'historien, pense aussi que la francisation du Québec ira en s'accroissant et contribuera à la bilinguisation accrue des Anglo-Québécois. Il prévoit même que cette francisation pourrait avoir des effets négatifs sur les effectifs de la minorité anglophone. Il risque de devenir difficile pour elle, estime M. Rudin, de continuer à garder ses institutions.

Il rejoint par ce type de réflexion la conclusion du livre de Clift et McLeod Arnopoulos qui veut que la minorité anglophone du Québec soit engagée dans une course contre la montre.

Un nouveau pont relie désormais les « deux solitudes » du Québec: l'incertitude de l'avenir et le sentiment de la fragilité de son existence propre.

DEMAIN: Westmount



Un bout de rue de Westmount: un landau qui fait très britannique, une Jaguar qui ne cache pas ses origines et le nom Westmount bien en évidence.

photo Michel Gravel, La Presse

**Les libéraux devront-ils « cacher » leur chef ?**

La popularité de John Turner semble être à la baisse, et advenant une élection, les libéraux pourraient bien avoir à le cacher s'ils veulent vraiment prendre le pouvoir.



B 3

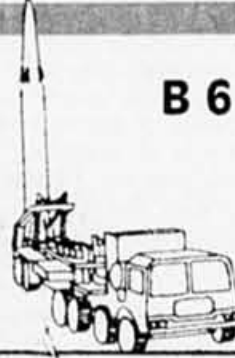
**L'Europe de l'Ouest dans le désarroi**

Le dégel apparent dans les relations soviéto-américaines est venu si soudainement que les alliés des États-Unis ne savent plus à quel bouclier nucléaire se fier. Un texte de Louis Wiznitzer.

B 6

**L'Occident a créé le monstre de l'apartheid**

C'est l'Occident qui l'a créé, qu'il le désarme, disent certains Africains. « Nous nous arrangerons avec le reste. » Jooneed Khan, de retour de son périple en Afrique australe, fait le point.



Paul Desmarais  
président du conseil  
d'administration

Roger D. Landry  
président éditeur

Michel Roy  
éditeur adjoint

Claude Gravel  
directeur de l'information

Jean-Guy Dubuc  
editorialiste en chef

# Éditorial

## La première privatisation

Il y a près de quatre mois que le Conseil économique du Canada a recommandé au gouvernement la privatisation d'Air Canada et de Petro-Canada. Depuis, pas de réaction officielle, même si l'on sait que la question est toujours à l'agenda du cabinet et qu'une décision est de plus en plus imminente.

Mais le silence qui entoure la discussion est inquiétant pour deux raisons. La première: si le gouvernement reculait et ne privatisait aucune de ses deux grandes sociétés? Et la seconde: s'il en privatisait une seule et ne choisissait pas la bonne?

En fait, la privatisation appartient à la philosophie des Progressistes conservateurs. En toute logique, ils doivent se préparer à passer à l'action pour respecter leurs engagements envers les défenseurs de l'entreprise privée. Comme la cote du parti est on ne peut plus à la baisse, comme la déception la plus blessante provient du monde des affaires, comme l'entrée de fonds nouveaux servirait à équilibrer un budget fragile, on peut s'attendre à la privatisation d'une des deux sociétés de la Couronne avant la fin du présent mandat du gouvernement. Et pour lui, le plus tôt sera évidemment le mieux.

Mais quelle société va-t-il privatiser? Cela, il est probable qu'il ne le sache pas encore très bien.

On sait que le premier ministre Brian Mulroney a déjà dit qu'Air Canada n'était pas à vendre. On sait également que le ministre des Finances a déclaré que Petro-Canada était à vendre: «J'estime que nous pouvons maintenant aller de l'avant dans ce cas», disait M. Michael Wilson, le mois dernier. Mme Barbara McDougall avait d'ailleurs reconnu, quelque temps plus tôt, que les deux privatisations étaient étudiées de près. On peut donc dire que l'une ou l'autre des deux peut survenir à tout moment.

Or, même s'il est raisonnable de penser à privatiser, un jour, Petro-Canada, il ne faudrait pas que cette privatisation passe avant celle d'Air Canada. Car c'est cette dernière qui presse le plus.

L'Etat fédéral possède encore 55 entreprises commerciales. Et en deux ans, il a procédé à huit privatisations, les plus importantes étant évidemment celles de Canadair et de Teleglobe. On ne peut donc pas lui reprocher de ne pas tenir ses promesses à ce chapitre. La privatisation de Petro-Canada s'inscrit donc dans la même ligne de pensée et d'action.

Mais celle d'Air Canada est d'un autre ordre: elle devient nécessaire pour conserver à la société d'Etat le rôle qui lui est défini par son mandat original. Et surtout, pour permettre aux Canadiens de profiter d'un transport aérien adéquat dans un monde où la communication aéronautique est de toute première importance.

On ne va pas reprendre toute l'argumentation, souvent répétée dans cette page, concernant la nécessité d'avoir des lignes aériennes faisant face aux mêmes règles du jeu dans un ciel déréglementé. Ceux qui ne sont pas convaincus aujourd'hui ne le seront pas davantage, quelle que soit la valeur de la démonstration. Prenons donc pour acquis que la logique exige qu'Air Canada trouve, le plus tôt possible, la même latitude d'action que son concurrent, Canadian International. Personne ne peut sagement combattre l'idée.

Encore faut-il qu'Air Canada soit capable d'intéresser des actionnaires. Pour cela, il lui faut une image attirante, principalement fondée sur des bilans avantageux.

Or, selon les chiffres actuellement disponibles, Air Canada montre des profits fort intéressants. Même que les premiers mois de la nouvelle année battraient tous les records des années précédentes. Si ces trois premiers mois reflètent une juste image du premier trimestre, Air Canada pourrait montrer des profits qui intéresseraient des investisseurs divers.

Si les chiffres disent vrai, les premiers intéressés devraient être les employés: ce serait la meilleure façon de les intégrer à l'aventure et de les faire profiter de la qualité de leur travail. Ensuite, les autres Canadiens, qui seront fiers de voyager sur des avions qui leur appartiennent. Mais aussi, des gens de tous les pays, qui voudront bien investir au Canada. Ce qui pourrait signifier un partage des actions avec une forte majorité réservée aux investisseurs canadiens. Mais aussi, une possibilité de cueillir d'importantes sommes d'argent qui serviraient à bâtir un service irréprochable.

On peut imaginer un partage entre l'Etat et les citoyens; on peut penser à des proportions qui préservent la présence de l'Etat. Mais on peut également, si l'état de santé de la société le permet, envisager la privatisation totale. D'autres pays, comme la Grande-Bretagne, l'ont réussie. Pourquoi pas nous?

Pour le moment, ce qui importe, c'est une compréhension gouvernementale qui dépasse la perception partisane politique. Au moment où Air Canada célèbre ses cinquante ans, le gouvernement doit lui donner les moyens de survivre. Mais surtout, il doit répondre aux attentes et aux besoins de tous les Canadiens: à ce chapitre, Air Canada passe bien avant Petro-Canada.

Jean-Guy DUBUC

## À qui l'aéroport?

Une autre privatisation: celle des aéroports. Avec cette différence que cette fois, les responsabilités passent d'un niveau de gouvernement à un autre. Ottawa a donc décidé d'offrir l'administration de ses 138 aéroports aux autorités locales.

La décision répondait à une attente. Il faut se rappeler que le 5 mars dernier, une délégation de la région de Montréal avait proposé au ministre fédéral des Transports, M. John Crosbie, de laisser une part de l'administration de nos aéroports aux élus et aux gens d'affaires de la région. A ce moment-là, on assistait à une heureuse collaboration entre le monde politique et celui des affaires, avec, à sa tête, le maire de Montréal et les représentants de la Chambre et du Bureau du Commerce. On ne pouvait qu'applaudir à l'initiative.

Il faudrait donc, aujourd'hui, applaudir à sa réussite.

D'accord. Après un bon débat où les contribuables de toute la région de Mirabel autant que de Dorval, auront accepté de se lancer dans la merveilleuse aventure.

C'est vrai que Dorval fait des profits. Mais c'est aussi vrai que Mirabel perd plusieurs millions de dollars chaque année, depuis sa fondation. Et aussi sympathique que soit l'initiative de Canadian International qui fera atterrir à Mirabel son avion cargo de The Flying Tiger Line Inc., chacun sait qu'il faudra bien davantage pour sortir Mirabel des embarras qu'elle connaît sans que personne ne puisse y trouver de solution. D'ailleurs, l'administration montrealaise elle-même s'est déjà prononcée en faveur de Dorval.

Il faut donc négocier: à qui appartiendrait Mirabel? Comment pourrait-on trouver des solutions à ses déficits? Peut-on espérer y trouver des profits comme savent faire plusieurs villes américaines? Peut-être. Il est fort probable qu'en certaines circonstances, dans certaines conditions, avec certaines équipes de collaboration, Montréal puisse faire mieux qu'Ottawa.

J.-G. DUBUC



## TRIBUNE LIBRE

### La STCUM sur la sellette

#### On nous énerve

Le 17 mars, les chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro de la STCUM ont voté, à mon grand déplaisir, à 85 p. cent en faveur de la grève.

Les chauffeurs et opérateurs de métro ont voté en faveur de la grève pour protester contre l'offre salariale de la STCUM qui serait une augmentation d'environ 3,5 p. cent par année, alors qu'ils veulent 6 p. cent. Ils veulent aussi contester leurs horaires de travail qui seraient, selon eux, mal organisés.

Depuis quelques années, les grèves à la STCUM sont devenues des événements presque bisannuels. Au début, en faisant la grève, les employés voulaient que les usagers poussent les patrons à accepter leurs demandes, ce qui n'a pas eu un grand succès. Mais si les employés continuent, la population est à la veille de se retourner irrémédiablement contre eux.

Que leurs raisons soient bonnes ou non, je compte sur le transport en commun pour me rendre à l'école et ces petites grèves bisannuelles commencent à me taper sérieusement sur les nerfs.

Pierre-André HAMEL  
Mont-Royal

#### Bande de chanceux

A toi et tes confrères de la Fraternité,

Pourquoi es-tu si malheureux? Pourquoi ton sort te semble-t-il si lourd et sombre?

Si tu retournes en arrière, rappelle-toi le jour où, enfin, tu avais trouvé un emploi à la STCUM! Quel coup de chance!

Rappelle-toi ta fierté, ton contentement. Tu venais d'accoster à la SECURITE! Plus jamais tu ne perdras ton emploi. Ton employeur ne pouvait faire faillite! Et tous ces autres avantages: bon salaire, augmentations assurées régulièrement par tes syndicats!

Tu as toujours le même employeur, alors pourquoi, dis-moi, es-tu si malheureux? Regarde en bas, ceux qui n'ont pas eu ta chance. Ils sont légitimes.

Josephine DOUCETTE  
Montréal

#### Articulez donc!

Vos annonces verbales dans les métros sont inutiles car personne ne les comprend. Cela n'est donc d'aucune aide pour ceux qui ont du mal à lire et les onomatopées prononcées ne font qu'exasperer les gens.

Je suis parfaitement d'accord avec l'idée d'aider les aveugles, mais il faudrait au moins y mettre du respect. La personne qui fait les annonces parle comme si elle avait une patate dans la bouche. Les mots sont tellement déformés qu'on doit lire les noms des stations pour ne pas les confondre. Ce n'était pas le but, j'imagine!

Je ne vois que deux solutions: soit que l'on mette des cassettes préenregistrées par un annonceur professionnel ou que l'on donne des cours de diction aux chauffeurs de métro.

Les aveugles ont autant le droit à une information verbale «audible» que nous avons droit à une information visuelle lisible. C'est le moindre des choses lorsque l'on respecte les gens.

Martin LIZEE  
St-Lambert

#### Arrêtez-moi ça

J'ai été consterné de lire à la une de La Presse du 18 mars 1987 que les employés de la STCUM ont voté en faveur de la grève. Cela devrait être interdit!

Est-ce concevable qu'on puisse laisser une communauté comme celle de Montréal, privée d'un moyen de transport absolument essentiel? Ceux qui prennent l'autobus et le métro régulièrement: les travailleurs, les étudiants, les assistés-sociaux, etc., sont dépendants de ce SERVICE public; il est là pour répondre aux besoins de la population, et non pour l'importuner!

Le gouvernement devrait faire une loi qui interdirait le droit de grève dans les services publics en général, parce qu'un employé du gouvernement a déjà des privilèges que d'autres n'ont pas, il devrait aussi être soumis à des obligations! De plus, ils ont des responsabilités sociales à remplir. Etant au service du public, il est de leur devoir de répondre, en tout temps et en toutes circonstances, à ses besoins, au même titre qu'un médecin ne peut refuser de soigner un malade.

Dans de telles circonstances, le droit de grève dans les services publics est absolument inacceptable!

Frederic LEBLANC  
Outremont

#### C'est émouvant

J'ai lu avec beaucoup d'attention et d'attendrissement le feuilleton que vous avez mis si gentiment à ma disposition dans l'autobus. J'en ai presque eu la larme à l'oeil!

Je me demande comment il se fait que tant de jeunes femmes ont fait des pieds et des mains pour devenir chauffeurs d'autobus. Est-ce par esprit de sacrifice, pour ne pas être en reste avec vous et s'inscrire au martyrologe?

Pourtant, lorsque vous avez sollicité votre emploi, vous étiez au courant de ce qui vous attendait. Vous avez accepté les avantages et aussi les alicés. Vous étiez très heureux d'endosser votre costume tout neuf, ne vous en déplaît, à mes frais. Votre salaire a toujours été bien supérieur au mien. Cela ne vous suffit plus. Il vous faudrait du 9 à 5, vos fins de semaines et quoi encore? Votre petit déjeuner sur un plateau d'argent!

Vous me dites que je suis «assuré des services essentiels». Mais, chers amis, ce n'est pas toute la population qui prend l'autobus aux heures de pointe. Ils sont nombreux ceux qui ont des heures comme les vôtres et qui travaillent le samedi et le dimanche. Malheureusement, ils n'ont pas votre salaire, pas de voiture et pas les moyens de se payer le luxe d'un taxi. Par malheur, eux ne peuvent pas faire la grève.

Chers chauffeurs, vous avez les nerfs à fleur de peau. Prenez donc une année sabbatique et profitez-en pour vous trouver le travail idéal que je vous souhaite de tout coeur. Tant de chômeurs seront ravis d'avoir un beau costume tout neuf.

Au fait, en ce moment, vous êtes allés chercher à la cave ou au grenier ce que vous aviez de plus usé et de plus disparate; cela ne m'impressionne pas du tout. Tout à fait entre nous: vous étiez plus à votre avantage dans votre uniforme bleu.

G.V. HEBERT  
Montréal

## TÉMOIGNAGE

### Pierre Thériault

Pierre Thériault est mort, dont la vie a témoigné, jusqu'aux dernières heures, que la poésie ne meurt pas.

D'une génération à l'autre, certains êtres l'incarnent, comme malgré eux parfois, et par une sollicitation essentielle. Elle leur donne la force de porter, dans un monde de marchands de l'efficacité et de technocrates-prophètes, l'appel d'un autre destin. Quand tout le discours public paraît confisqué par des dirigeants pour qui le bonheur des peuples et l'équilibre des nations tiennent à la seule croissance technico-économique, la parole de l'artiste, sa musique, son jeu, l'univers de ses formes inventées, est précieuse comme la vie même.

La vie, toujours avide de liberté, toujours imprévisible et subreptice, échappant aux glaciales certitudes des planificateurs.

Pierre Thériault ne savait guère compter. Ni son argent, ni son temps, ni les élans de sa générosité, ni les saillies de son incurable folie. Cela compliquait, bien sûr, ses rapports avec certains êtres, mais lui a valu d'indéfectibles fidèles et, dans d'innombrables regards, l'éclair soudain d'un autre monde évoqué.

Pour ses collègues comédiens et comédiennes, et pour beaucoup d'autres de la communauté artistique, il incarnait la dévorante passion du théâtre, la totale consécration à l'oeuvre et au public, l'irréductible entêtement à ne pas tricher avec un dur métier. Il y a, en peu d'années, totalement épuisé

un organisme d'une robustesse pourtant peu commune. En cela sa vie a été grande. «Il n'y a que la passion qui compte», disait un jour Goethe.

La mort d'un artiste est un événement grave. Il rappelle aux hommes, indéfectiblement, que la vraie vie est ailleurs. Si les mêmes fées qui ont souri sur son berceau ne devaient séduire après lui d'autres poètes, notre planète, livrée à l'inconscience et aux avides appétits des scientifiques et des entrepreneurs, ne serait bientôt plus que le séjour irréel d'évanescents automates.

Par-delà les héros du jour, astronautes ou PDG, Rimbaud nous demeure essentiel.

Claudia-Alberte THERIAULT  
Gaétan DAOUST





## Les libéraux pourraient bien avoir à « cacher » Turner

Lundi en matinée, MM. Turner et Reagan ont eu une rencontre d'une demi-heure, événement que les libéraux ont largement publicisé par la suite. Cela a démontré pour une nième fois que le chef conservateur est plus habile que son opposant comme politicien.

Quand on demande aux députés libéraux comment ils comptent faire durant la prochaine campagne pour « vendre » leur chef, ceux-ci ne se gênent pas pour dire : « On va le cacher. On va faire comme les libéraux du Québec avec Bourassa, lors de leur dernière campagne ».

Au-delà du comportement de John Turner, il y a un problème de fond : sa difficulté à faire accepter ses idées dans le parti.

Le mois passé, quatre députés l'ont défié ouvertement, en appuyant une motion présentée par le NPD pour mettre fin aux essais du missile de croisière au Canada, alors que l'ensemble des libéraux s'y opposaient.

Jeudi dernier, Lloyd Axworthy, le député de Winnipeg-Fort-Gary, a carrément contredit son chef en soumettant un projet de modification du Sénat. Dans le but de rétablir l'équilibre régional et de renforcer la présence de l'Ouest, M. Axworthy suggère que les sénateurs soient dorénavant élus et que chaque province détienne le même nombre de sièges à la Chambre Haute.

Deux jours auparavant, Turner avait accepté l'idée d'un Sénat élu, mais il avait rejeté le principe de l'égalité du nombre de sièges pour les provinces.

L'Acte de 1867 garantit notamment que le Québec aura un nombre plus élevé de sénateurs.

Le représentant manitobain apparaît de plus en plus comme le penseur le plus influent du parti. Sur tous les grands dossiers, les missiles Cruise, le libre-échange et la réforme du Sénat, il se situe de plus en plus à gauche de M. Turner. En outre, il exerce un grand pouvoir de persuasion sur les jeunes libéraux.

Au congrès de novembre dernier, Lloyd Axworthy a négocié son appui



John Turner

à la résolution constitutionnelle de l'aile québécoise, en lui faisant accepter son projet de réforme du Sénat.

John Turner n'est peut-être pas le plus charismatique des leaders devant de vastes auditoires, mais ses députés sont d'accord pour juger son travail efficace au sein de leur formation. On le dit très persuasif dans les petits groupes et dans les tête-à-tête.

On croit que ses efforts pour courtoiser les jeunes porteront leurs fruits.

le moment venu. John Turner a réussi également à dénicher une candidature importante pour les prochaines élections : Mme Maude Barlow, ex-conseillère de Pierre Trudeau en matière de condition féminine, qui se présentera dans Ottawa-Centre.

Elle devra toutefois se faire élire par les militants du parti dans une assemblée de mise en nomination. Bien connue au Canada-anglais, elle est de calibre aussi à se présenter dans une course à la direction.

Une bonne partie de l'avance du PLC dans les sondages s'explique aussi par la popularité du député de Montréal-Sainte-Marie, Jean-Claude Malépart, auprès des travailleurs et des personnes âgées. Dans deux dossiers majeurs, soit sur l'indexation des pensions de vieillesse et celui des revenus des pré-retraités, M. Malépart a réussi à faire reculer le gouvernement.

Le PC est très mal vu des gens de l'âge d'or. Les stratèges conservateurs se demandent comment ils vont s'y prendre pour remonter la cote auprès de cet électoral.

John Turner doit par contre trouver une solution avant les prochaines élections au déficit de \$3 milliards auquel le PLC est confronté. Il s'est montré avare de commentaires, mercredi, après la réunion de son caucus, disant seulement que la campagne de financement « allait bien ».

A cette occasion, il a dit que le parti devra communiquer et diffuser davantage ses politiques, à l'avenir.

Des changements ont été entrepris dans ce but. Le relationniste Dean Dussault a été congédié. Mme Michele Tremblay a perdu ses fonctions de conseiller spécial pour le Québec. Elle demeure toutefois conseillère auprès des médias.

A deux ans des élections, il semble bien que les libéraux aient décidé de mettre l'accent sur leur programme plutôt que sur leur chef. Le fait que John Turner soit moins populaire que son parti, selon les sondages, y est sans doute pour quelque chose.



Lysiane Gagnon

« Tant va la femme... »!

Un vieux dicton a longtemps couru les campagnes : « Tant va la femme, tant va la ferme. » Les agronomes et les cultivateurs le répétaient : c'est de la valeur de la femme, de l'épouse, que dépendait la valeur de la ferme.

Quand on parle des femmes collaboratrices, celles qui travaillent sans salaire et sans pouvoir formel dans l'entreprise familiale qui appartient au mari, on pense aux femmes qui peuplent les petits commerces, et aux agricultrices. Il y en a environ 30 000 au Québec, presque autant qu'il y a de fermes, mais un pourcentage infime, moins de 5 000, ont des titres de propriété. Pourtant, Dieu sait qu'elles travaillent : en moyenne 23 heures par semaine, de 30 à 45 heures en été, et plus de 45 heures pour ce qui est du quart d'entre elles.

J'ai déjà vécu deux ans dans un comté agricole. Jamais je n'ai vu des femmes travailler aussi dur. Levees à l'aube, elles voyaient au bétail, au poulailler, au potager, nettoyaient l'étable, aidaient à la récolte, se levaient en pleine nuit quand une vache était sur le point d'accoucher, préparaient le « souper » en rentrant de la traite, et après, quand les hommes, fatigués et repus, fumaient leur pipe devant la télévision, elles n'avaient pas fini : le lavage, les conserves, et les comptes, surtout les comptes : l'apanage de la femme.

« De fait, dit Mme Suzanne Dion, responsable de la condition féminine au ministère de l'Agriculture, les femmes sont de meilleures gestionnaires. Elles ont une vision plus globale, plus équilibrée, de l'entreprise. Le mari aura souvent tendance, pour compétitionner avec les autres agriculteurs, à acheter un plus gros silo, le nouveau modèle de tracteur... et ce n'est pas toujours le meilleur investissement. »

La ferme reste l'un des principaux refuges du patriarcat. L'épouse et les fils travaillent sous la domination exclusive du père, et l'on voit souvent des fils maintenus sous la tutelle jusqu'à 40, 50, 60 ans... jusqu'à la mort du père en somme. Quand un fils entreprenant, formé aux nouvelles techniques, las de se battre pour faire passer ses propres idées sur le développement de l'exploitation agricole, menace de s'en aller, le père cède et en fait son associé... Mais dans un ménage qui marche bien, la femme, évidemment, se refuse au chantage. Et dans un ménage qui marche mal, c'est un jeu dangereux, car elle n'a rien, rien qui lui appartienne : pas d'argent, pas d'accès au crédit, pas un pouce carré de la terre sur laquelle elle a travaillé, rien.

L'ancien régime de la communauté de biens était, en ce sens, plus favorable aux femmes rurales car la moitié des biens leur revenait à la séparation... quand le mari n'avait pas (c'était ce que conseillait le notaire) prévu un contrat en séparation de biens. Le régime actuel de la société des acquêts n'est pas une protection suffisante, car si la ferme appartenait au mari avant le mariage, elle lui revient à sa dissolution.

Deux causes célèbres, de femmes divorcées qui revendiquaient la moitié de l'exploitation agricole à laquelle elles avaient consacré leur vie, sont allées jusqu'en Cour suprême. Dans un cas, la femme a gagné, parce qu'elle avait investi de son argent dans l'opération; dans l'autre, elle a perdu : elle n'y avait laissé que son travail, que les trois-quarts de sa vie.

\*\*\*

Les choses changent. Le ministre de l'Agriculture, M. Michel Page, a augmenté le budget de la condition féminine à son ministère, qui compte maintenant quatre professionnelles et deux secrétaires. Il n'y a pas un discours où il ne parle des « agricultrices » autant que des « agriculteurs ». « Ça fait plaisir aux femmes », dit Mme Dion, car elles ont tellement été méprisées.

Surtout, il a amendé la loi pour faciliter l'accès à la co-propriété aux épouses d'agriculteurs dont le travail sur la ferme constitue la principale occupation, en doublant la prime jusqu'à consentie à ceux qui s'établissent en association, avantage que l'ancienne loi n'aurait pas aux couples mariés. La loi prévoit que la femme doit avoir accès à au moins 20 p. cent des titres de propriété, et le contrat peut stipuler que sa part ira en augmentant avec les années. Pourquoi un minimum de 20 p. cent? Parce que souvent les parents vendent leur terre à leur fils à un prix inférieur au marché, la condition implicite étant que ce soit celui-là surtout qui bénéficie de l'aubaine.

Puissant argument à la disposition de la femme : le partage de la propriété constitue maintenant une bonne affaire. Ce programme n'étant accessible qu'aux moins de 40 ans, le ministère étudie d'autres solutions d'ordre fiscal pour les autres, dont la possibilité que les frais de notaire, lors du contrat de co-propriété, soient déductibles de l'impôt.

Tout est plus difficile pour elles : même une chose aussi simple que le fait d'aller à une réunion de femmes exige une petite négociation : dans un rang, il n'y a pas d'autobus, pas de métro, il faut « emprunter » l'auto...

« Mais je suis optimiste, dit Mme Dion, car quand on commence à toucher au partage de l'entreprise de production, c'est plus important encore que le salaire égal. » Suzanne Dion : le genre de femme qu'on a plaisir à rencontrer, directe, réaliste, intelligente, avec les sens des nuances : « On est ici en terrain délicat, car ce n'est pas la relation patron-employé, c'est une relation affective où rien n'est noir et blanc. Le travail gratuit des femmes suppose aussi de belles qualités, comme l'altruisme. Il faut bien prendre garde de dévaloriser cela. J'admire les femmes qui renégocient leur statut au sein de l'entreprise, car elles négocient en terrain émotionnel. C'est une opération complexe. Notre tâche à nous, c'était de la faciliter par des incitatifs financiers. » Et aussi par des guides, très bien faits, qui fournissent à la femme de bons arguments, calmes, rationnels, efficaces, en faveur du partage de la propriété.

La conjoncture était favorable : le précédent ministre, M. Garon, avait déjà pavé la voie, notamment en encourageant le comité provincial des agricultrices mis sur pied par quelques femmes courageuses qui ne s'étaient pas laissées abattre par le manque de coopération de l'Union des Producteurs agricoles.

En 60 ans, une seule femme s'est rendue jusqu'au conseil général de l'UPA. Elle y est restée un an. Il n'y a pas une femme parmi les cadres de l'UPA. Il y a cinq ans, quand un groupe d'agricultrices demandèrent un colloque sur leurs problèmes, l'UPA a refusé. « Faites donc des réunions régionales », leur fut-il paternellement conseillé. Elles n'avaient pas un sou mais elles en firent : 13 en six mois, ou affluèrent 1 600 femmes. Devant cela, l'UPA a dû battre en retraite. Le comité a eu son colloque provincial, et loge dans un local fourni par l'UPA, et en 84, recevait de Garon sa première subvention. Le dernier mot de M. Garon aux agricultrices, quand il fit son dernier discours de ministre : « Faites place aux femmes. » C'est commence.



## L'opposition péquiste cafouille entre la certitude et le malaise

GILBERT BRUNET  
du bureau de La Presse  
QUÉBEC

Un malaise persistant défraie la conversation dans les milieux politiques québécois depuis plus d'un an : collectivement, les députés péquistes ratent souvent leurs cibles, arrivent en retard avec leurs questions ou manquent généralement de mordant.

Typique sujet de propos privés, comme si chacun, qui ne cesse pourtant de l'aborder à huis clos, craignait de le faire sur la place publique, sous peine d'anathème. Regardez d'abord dans les autres cours : la population-lasse, saturée de politique; le gouvernement fuyant, qui mise sur cette saturation pour faire du « surf »; les médias qui ne rapportent que le sensationnel.

À l'inverse, le malaise se traduit également comme suit : quel courageux personnage que celui qui frappe sur quelqu'un qui est déjà au sol ! On hésite. On s'interroge. On tente de se convaincre que ça changera. La lune de miel du gouvernement prendra bien fin un jour. Comme les déchirements entre souverainistes et « affirmationnistes », à la faveur des congrès qui se multiplient.

Il ne s'agit pas de tirer en l'air. Le malaise tient d'abord, si on le circonscrit à l'aire parlementaire péquiste, à une pertinence douteuse des interventions.

Parfois, c'est carrément dedans : le débat linguistique, les privatisations, les soins dentaires ou l'aide sociale sont autant d'exemples de sorties réussies. Dans de tels cas, c'est relevé dans les médias. Et c'est noté, autant par le gouvernement que par ceux qui, dans la population, pensent encore à autre chose qu'à « planifier leur REA et leurs prochaines vacances », pour reprendre l'expression de Pierre Marc Johnson.

De tels exemples illustrent ce à quoi l'on est en droit de s'attendre de la part d'une opposition qui constituait le « gouvernement précédent ». Pour d'ex-ministres, la barre est placée plus haut que pour une op-



Pierre Marc Johnson

position créditiste, peu susceptible de prendre le pouvoir.

La quantité de travail ne fait pas de doute. Ce qui fait souvent problème, c'est l'à-propos, le « timing ». Des exemples récents :

■ mardi matin, le sujet de l'heure était la grève des chargés de cour de l'UQAM, la session prolongée qui en découle, les étudiants qui tentent de s'ajuster, le sous-financement chronique de cette institution publique. Le PQ a posé sa question mercredi après-midi;

■ autre sujet chaud mardi : l'aide gouvernementale pour relancer la production à la mine incendiée de Murdochville. La critique péquiste était prêt, mais son tour n'est venu que mercredi, après qu'un député libéral l'eut précédé sur ce sujet;

■ en juin dernier, durant le conflit du bâtiment, les députés péquistes ont oublié d'interroger le ministre du Travail trois jours de suite. Et les libéraux ont oublié d'agir à titre de « frappeurs suppléants ».

En riposte, l'opposition affirme que les ministres, à l'exemple de leur chef, ne répondent à peu près jamais aux questions. Donc que la pertinence douteuse n'est pas son apanage, loin de là.

En second lieu, le PQ réplique que, de toute façon, les médias véhiculent mal son message, obnubilés qu'ils sont par la recherche de « scandales croustillants », comme il s'en découvre chaque jour à Ottawa.

Enfin, les stratèges péquistes sont jaloux de leurs prérogatives : nul ne

leur dictera comment aborder leur adversaire; comment démontrer patiemment « l'ineptie d'en face »; comment leur tâche est de parler des régions périphériques, le gouvernement les négligeant systématiquement; ou comment songer à leur esprit d'équipe, en « donnant de la glace » à tous leurs joueurs, bons et moins bons.

Tout cela, à la fois, explique en partie le résultat constaté depuis 16 mois. Faut-il être tout en nuances ou appliquer un jugement en noir ou blanc? Un avion, ça décolle ou ça ne décolle pas. Le fait d'être dans l'opposition appelle-t-il des zones grises? Est-il encore trop tôt pour juger? Doit-on attendre après le congrès de juin prochain?

En regardant d'autres exemples récents, on trouve d'autres éléments de réflexion, sinon de réponse, quant à la façon dont le PQ s'y prend pour sortir de son « malaise » :

■ il se risque parfois sur le terrain de l'exagération, destinée à « sensibiliser l'opinion ». Cela a été le cas, cette semaine, quand M. Johnson a exigé rien de moins que des « excuses diplomatiques » du gouvernement du Québec à l'égard de la France. Motif : la « Lettre du Québec », publiée à Paris, reproduit le texte critique d'un journaliste du « Figaro ». Que ce soit une « maladresse », soit ! De là à y voir, sans rire, un incident diplomatique, il y a un monde;

■ la plus grande crainte des 25 députés péquistes, manifestement, c'est de « tomber dans un piège », de recevoir des « baffes » ou de « donner une tribune en or à un ministre qu'il vaudrait mieux ignorer ». Comme si le gouvernement allait se priver de tendre des pièges, de distribuer des gifles ou de s'inventer des tribunes à sa convenance. Les électeurs péquistes s'attendent à plus d'agressivité, à moins d'abstentions tactiques;

■ peut-être, présume-t-on au PQ, que de légers ajustements, de personnel et de stratégie suffiront à corriger le tir, au fil des mois. Puisque l'opposition est une traversée du désert, il ne sert à rien de gaspiller ses réserves, du moins pas avant la dernière année du mandat du gouvernement.

Les thèses varieront à l'infini, entre la certitude et le malaise. C'est encore le moment des questions; celui des réponses approche néanmoins à grands pas. Et c'est sur la place publique que questions et réponses seront débattues. Même si la conclusion doit s'apparenter à l'histoire du soldat qui était le seul de son bataillon à avoir le pas.

## LES ANGLOPHONES UNE RÉVOLUTION DISCRÈTE

# Le grand exode des anglophones est terminé

TEXTES:  
MARIO FONTAINE  
et  
ROCH CÔTE

Le grand exode des anglophones est bel et bien terminé. Lorsqu'on leur demande si, dans cinq ans, ils prévoient demeurer encore au Québec, c'est par un massif 78 p. cent qu'ils répondent par l'affirmative. A peine neuf p. cent d'entre eux pensent qu'ils auront levé le camp à ce moment

là, tandis que 13 p. cent n'en savent trop rien.

Le sondage CROP-La Presse démontre que cet enrachement caractérise l'un et l'autre sexe, les anglophones de souche aussi bien que ceux qui ont opté pour cette langue. On est bien loin, ici, de la forte vague de départs consécutive à l'élection du Parti québécois en 1976.

La fraction des anglophones qui songent à partir se recrute surtout chez les jeunes, chez les gens nés à l'extérieur du Québec, chez ceux de langue maternelle autre que l'anglais, ainsi que chez

les répondants les plus éduqués. Mais encore là, il ne s'agit que d'une faible minorité.

Cet attachement au Québec est d'autant plus remarquable que la moitié des personnes interrogées n'y sont pas nées. Dix-neuf p. cent ont en effet vu le jour ailleurs au Canada, tandis que 31 p. cent viennent d'un autre pays. Il n'est pas étonnant de constater que les trois-quarts des répondants de cette dernière catégorie n'ont pas eu l'anglais comme langue maternelle.

Les anglophones sont même optimistes quant au climat pour les affaires et bon nombre d'entre eux ont des amis francophones.

Les « anglais » dans leur ensemble

apprécient leur vie au Québec comme le démontrent leurs réponses à la question de savoir s'ils sont aussi bien de vivre aujourd'hui au Québec que n'importe où ailleurs au Canada. C'est aussi bien ici, affirmé 50 p. cent des répondants tandis que 18 p. cent pensent que c'est mieux ici qu'ailleurs. Cela laisse 27 p. cent de malheureux qui pensent qu'ils seraient mieux de vivre ailleurs au Canada. On remarque à l'analyse plus détaillée des résultats une plus grande tendance à la satisfaction chez les jeunes et les plus bas salariés. Cinq p. cent ne savent pas trop ou refusent de répondre.

Les Anglo-Québécois, comme

c'est normal, recrutent surtout leurs amis parmi les gens de langue anglaise, mais pas exclusivement. Seulement 12 p. cent des répondants affirment que tous leurs amis sont anglophones.

Chez les autres, 53 p. cent affirment que leurs amis sont surtout anglophones, ce qui indique qu'ils se trouvent probablement chez ces amis un certain nombre de francophones. Chez les 35 p. cent qui restent, 31 p. cent affirment avoir autant d'amis francophones qu'anglophones et 4 p. cent ont surtout des amis francophones. Sur ce plan donc, on constate une certaine ouverture du groupe anglophone, particulièrement chez les plus bas sala-

riés — moins de \$20 000 annuel — qui ont plus tendance à recruter leurs amis chez les francophones.

### Les affaires

Quant au climat pour les affaires, on enregistre la même satisfaction générale. Soixante-et-dix-neuf p. cent des répondants le trouvent positif. On retrouve 27 p. cent des répondants pour considérer que le Québec est « très bon » pour faire des affaires actuellement. La majorité, 52 p. cent, le trouvent « assez bon ». Les pessimistes ne sont que 17 p. cent, soit 15 p. cent qui répondent « pas tellement bon » et 2 p. cent de pessimistes qui ne le trouvent « pas bon du tout ».



Dans leur majorité les Anglo-Québécois trouvent qu'il leur est possible de vivre complètement en anglais dans leur ville. En voici une preuve.

## Vivre en anglais n'est pas un calvaire linguistique

La vie en anglais dans la région de Montréal n'est pas un calvaire linguistique. Dans leur majorité les Anglo-Québécois trouvent qu'il leur est possible de vivre complètement en anglais dans leur ville. Dans la vie quotidienne, malgré certaines restrictions imposées à l'anglais, les problèmes dus à la langue ne sont pas très fréquents.

Les Anglo-Québécois de la région métropolitaine ont peu de problèmes, à cause de la langue, dans l'ensemble des commerces et des services. On peut y lire que tout va pour le mieux, ou pres-

que, chez le dentiste ou le médecin, dans les banques, les supermarchés d'alimentation et chez le dépanneur.

On constate que ce sont dans les ministères provinciaux et les grands magasins que les problèmes sont le plus fréquents. Le gouvernement du Québec remporte la palme de l'insatisfaction: près d'un usager sur trois y a connu des problèmes de langue au cours des douze derniers mois.

Fait connu, les anglophones sont particulièrement absents de la fonction publique québécoise. Il n'est donc pas étonnant qu'un

anglophone y éprouve plus souvent qu'ailleurs un problème de communication.

Quant aux magasins à rayons, les problèmes de langue n'y prennent pas une dimension alarmante, mais ils surgissent tout de même à peu près deux fois plus souvent que chez le dépanneur ou au supermarché.

Enfin, pour ce qui est de la police, elle aussi largement francophone, elle ne cause aux anglophones pas plus de problèmes en pourcentage, que les ministères du gouvernement fédéral.

Est-ce à dire que la vie quotidienne d'un anglo-québécois dans sa ville peut se dérouler entièrement en anglais? Pas tout à fait. A cette question, 59 p. cent des répondants affirment qu'il leur est possible de parler et de vivre entièrement en anglais dans leur ville. Pour 40 p. cent, c'est possible en partie seulement, tandis que un p. cent trouve que c'est impossible.

Le bilinguisme s'impose donc pour une portion relativement importante de la population anglophone.

Voudriez-vous me dire si vous avez eu affaire avec chacun des services suivants au cours des douze derniers mois? Si oui, dites-moi si vous avez eu des problèmes à cause de la langue.

	Affaires %	Problèmes %	TOT %
— dépanneur	89	6	5,3
— supermarché d'alimentation	96	7	6,7
— magasin à rayons	98	12	11,8
— médecins et/ou dentistes	95	2	1,9
— services hospitaliers	68	9	6,1
— services sociaux	31	11	3,4
— police	37	12	4,4
— banques et/ou institutions financières	99	6	5,9
— ministères provinciaux	57	31	17,7
— services municipaux	45	16	7,2
— ministères fédéraux	43	10	4,3

## Son influence a cessé de s'éroder

La communauté anglophone a senti le tapis lui glisser sous les pieds au cours des dix dernières années. Elle considère toutefois que son influence a cessé de s'éroder, et qu'elle sera en mesure de conserver sensiblement les mêmes prérogatives dans la décennie à venir.

Qu'on parle d'écoles, d'universités, d'hôpitaux, de médias, d'affaires ou de politique, une majorité de personnes interrogées par CROP-La Presse pense en effet que les anglophones exercent encore aujourd'hui beaucoup ou

passablement d'influence dans différentes sphères de la société. Cela va de 51 p. cent dans le domaine politique à 77 p. cent pour les médias.

On remarque incidemment que les répondants de 18 à 24 ans, toutes catégories confondues, sont les plus confiants quant à l'influence de leur groupe. A l'opposé les personnes les plus âgées font preuve de plus de pessimisme à cet égard. On le voit notamment dans le domaine des médias (elles ont vu mourir le *Montreal Star*) et dans celui des

affaires, où les entrepreneurs francophones ont gagné beaucoup de terrain au cours de la dernière décennie.

Un seul secteur, celui des organismes de services sociaux, obtient une cote de confiance inférieure à 50 p. cent. Mais cela peut tout aussi bien tenir à l'ignorance qu'on a du domaine qu'à la certitude d'une perte réelle d'influence: les non-réponses et « ne sait pas » y composent en effet 31 p. cent du total.

Si les anglophones gardent tou-

jours le sentiment d'exercer un fort degré d'influence sur les principales institutions de la vie de la communauté aujourd'hui, ils admettent en revanche que celui-ci se retrouve diminué de beaucoup en 1987 par rapport à 1977. Une décennie qui correspond, grosso modo, à la période d'exercice du pouvoir du Parti québécois.

Cela s'observe dans tous les secteurs, mais tout particulièrement au niveau des écoles où deux sondés sur trois évoquent une diminution de leur influence. On sait

que la clientèle scolaire totale a chuté pendant cette période, une chute encore plus prononcée du côté anglophone du fait de nombreux départs vers l'extérieur du Québec et de l'obligation désormais faite aux enfants d'immigrants d'envoyer leurs enfants à l'école française.

À des degrés moindres les répondants appliquent cette perte d'influence aux hôpitaux (64 p. cent) et à la politique (62 p. cent). Les universités et les médias leur apparaissent par contre beaucoup moins affectés.

### Et l'avenir?

Mais qu'en sera-t-il de l'impact exercé par la communauté anglophone sur ses institutions au cours des dix prochaines années? Nos répondants s'inquiètent surtout pour les écoles, les hôpitaux et les organismes de services sociaux. Cela dit, dans l'ensemble, ils pensent qu'il n'y aura pas de changement par rapport à aujourd'hui et un certain nombre croient même accroître leur influence.

Voici un certain nombre d'institutions que l'on retrouve au Québec. Pour chacune dites-moi si, selon vous, les anglophones y exercent encore aujourd'hui de l'influence: beaucoup, passablement, très peu ou pas du tout?

	Beaucoup %	Passablement %	Très peu %	Pas du tout %	NSP/PR %
— écoles	15	40	24	2	18
— universités	27	38	12	1	22
— hôpitaux	18	40	27	3	12
— médias (radio, télévision, journaux)	32	45	13	2	8
— organismes de services sociaux	8	27	29	4	31
— affaires	30	45	15	1	8
— politique	14	37	34	5	10

À votre avis, est-ce que l'influence des anglophones a augmenté, a diminué ou est demeurée la même dans chacune des institutions suivantes au cours des dix dernières années?

	Augmente %	Diminue %	Pas de changt. %	NSP/PR %
— écoles	4	67	19	10
— universités	5	45	37	14
— hôpitaux	3	64	26	8
— médias (radio, télévision, journaux)	6	46	42	6
— organismes de services sociaux	3	57	20	20
— affaires	6	59	29	6
— politique	7	62	23	8

Et croyez-vous que l'influence des anglophones va augmenter, va diminuer ou restera la même dans les institutions suivantes au cours des dix prochaines années?

	Augmente %	Diminue %	Pas de changt. %	NSP/PR %
— écoles	16	37	39	8
— universités	13	26	51	9
— hôpitaux	12	28	52	8
— médias (radio, télévision, journaux)	16	23	54	8
— organismes de services sociaux	16	32	37	16
— affaires	26	26	41	7
— politique	19	26	46	8

**LES ANGLOPHONES**  
**UNE REVOLUTION DISCRETE**

**Les Anglo-Québécois se considèrent de plus en plus comme une minorité**

**L'anglais demeure leur langue de travail**

L'anglais demeure la langue de travail pour la grande majorité des Anglo-Québécois de la région de Montréal.

Soixante-et-sept p. cent des répondants affirment que leur patron immédiat parle le plus souvent l'anglais, tandis que 19 p. cent répondent que c'est le français. Les autres catégories se répartissent ainsi: neuf p. cent n'ont pas de patron, deux p. cent ont un patron immédiat qui parle une autre langue que le français ou l'anglais et deux p. cent ont un patron qui parle autant l'une ou l'autre langue.

Les anglophones sont donc le plus souvent en compagnie de patrons de leur groupe linguistique. On remarque par ailleurs que ce sont les plus bas salariés qui ont le plus souvent un patron de langue française.

Par ailleurs, dans leurs communications avec leur patron, les anglophones utilisent le plus souvent l'anglais, ce qui est le cas de 80 p. cent des répondants. Le français s'impose dans seulement 10 p. cent des cas tandis que pour neuf p. cent des répondants, les communications se font autant en anglais qu'en français.

**Les collègues de travail**

Les communications avec les compagnons de travail se font par ailleurs un peu plus souvent en français que ce n'est le cas avec le patron immédiat. 69 p. cent des

répondants parlent le plus souvent anglais avec leurs collègues de travail tandis que le français est employé par 29 p. cent des répondants. Ce dernier chiffre se répartit ainsi: 18 p. cent parlent surtout français à leurs collègues et 11 p. cent employent autant le français que l'anglais. Encore là, ce sont les plus bas salariés qui sont amenés à utiliser le plus souvent le français.

**L'avenir**

Même si l'anglais demeure largement la langue de travail pour les anglophones, ils estiment par ailleurs en majorité qu'ils emploient plus de français maintenant qu'il y a cinq ans.

Dans une proportion de 52 p. cent, les répondants estiment qu'ils utilisent maintenant plus de français qu'il y a cinq ans, tandis que 34 p. cent estiment que cela n'a pas changé. Il s'en trouve par ailleurs neuf p. cent pour affirmer qu'ils utilisent moins de français (trois p. cent ne travaillaient pas).

Quant à l'avenir, il est très clair pour la majorité des anglophones que le français ne sera pas moins utilisé au travail. La moitié des répondants croient que le niveau de français au travail sera le même dans cinq ans tandis que 40 p. cent pensent qu'il ira en augmentant. Seulement deux p. cent croient que le français sera moins utilisé dans l'avenir.

Il n'y a pas de doute, les Anglo-Québécois se considèrent de plus en plus comme une minorité et ils entrevoient leur avenir comme groupe avec une certaine appréhension. Au surplus, ils se trouvent plutôt mal aimés des francophones. Par ailleurs, ils n'entretiennent en général que peu d'inquiétudes quant à l'avenir des francophones en tant que minorité en Amérique du Nord.

Voilà ce qui ressort de plusieurs questions portant sur la perception qu'ont d'eux-mêmes les Anglo-Québécois comme groupe distinct.

Le sentiment minoritaire a certainement fait son chemin dans la conscience collective des anglophones. La question posée était la suivante: «*Considérez-vous ou non, que les anglophones constituent une minorité ethnique ou culturelle comme les autres au Québec?*»

Pour 42 p. cent des répondants, la réponse est oui. 54 p. cent répondent non et quatre p. cent n'ont pas fourni de réponse.

A première vue, les anglophones n'ont pas dans leur majorité le sentiment de constituer une minorité. Pourtant, il faut bien voir que la question du sondage ne parlait pas seulement de minorité mais bien de «*minorité ethnique ou culturelle comme les autres*». Autrement dit, les anglophones sont-ils un groupe ethnique minoritaire comme le sont à question suivante: «*Croyez-vous ou non, que les Anglophones sont*

Montréal les Italiens, les Grecs ou les Portugais? C'est à cette perception de leur groupe qu'adhèrent 42 p. cent des répondants, ce qui constitue une proportion assez élevée.

On peut légitimement croire alors que si la question n'avait parlé que de «*minorité*», sans la qualifier, le taux de réponses positives aurait dépassé les 50 p. cent.

**Bien traités**

Le sondage comportait aussi la

traites de la même façon que les autres minorités du Québec?»

Les réponses ressemblent à celles de la question précédente: 44 p. cent de oui, 52 p. cent de non et quatre p. cent d'abstention.

Ce qu'il faut ailleurs souligner, c'est que le recoupement entre les réponses aux deux questions laisse voir que les anglophones ne s'estiment pas trop mal traités comme minorité.

Ainsi ceux qui pensent que les anglophones sont une minorité ethnique comme les autres esti-

ment en majorité être traités comme les autres minorités. Ceux qui ne pensent pas que les anglophones sont une minorité comme les autres estiment aussi majoritairement qu'ils ne sont pas traités comme tels.

**Un avenir difficile**

La minorité anglophone perçoit par ailleurs majoritairement l'avenir plutôt difficile pour ses enfants.

La question était ainsi formulée: «*A votre avis, est-il très facile, plutôt facile, plutôt difficile ou très difficile pour les jeunes de rester anglophones tout en continuant de vivre ici?*»

Les réponses se répartissent ainsi: très facile 7 p. cent, plutôt facile 19 p. cent, plutôt difficile 31 p. cent. Quatre p. cent ne se prononcent pas.

Il est donc clair pour 69 p. cent des répondants que l'avenir linguistique n'est pas assuré et que les choses n'iront pas toutes seules. Cela confirme la présence d'une «*psychologie minoritaire*»

**L'autre minorité**

Par contre, les anglophones n'ont pas tendance à considérer que les francophones connaîtront de très grandes difficultés. Le sondage révèle en effet que pour 78 p. cent des anglophones, les francophones ne constituent pas une minorité ethnique en voie de disparition en Amérique du Nord. Dix-neuf p. cent pensent le contraire et trois p. cent n'ont pas de réponse.

**Des mal aimés**

Les anglophones aiment-ils les francophones et vice versa?

Selon nos répondants, les anglophones du Québec ont plutôt des sentiments positifs à l'égard des francophones alors qu'à l'inverse, ils sont plutôt portés à croire que les francophones entretiennent à leur endroit des sentiments négatifs.

En majorité, soit 59 p. cent, les répondants trouvent que les sentiments des anglophones à l'égard des francophones sont très (11 p. cent) ou plutôt (48 p. cent) positifs. Par contre, il s'en trouve 36 p. cent pour penser que ces sentiments sont plutôt négatifs (quatre p. cent ne répondent pas).

Il faut ici noter l'écart énorme qui sépare sur cette question les jeunes des plus vieux. La courbe des réponses indique nettement que plus on est jeune plus on trouve que les sentiments des anglophones sont négatifs. Les jeunes ont-ils répondu pour eux-mêmes ou ont-ils ainsi jugé les sentiments de leurs aînés?

A l'inverse quand on demande aux répondants de juger des sentiments des francophones à l'égard des anglophones, on découvre que pour 51 p. cent des répondants, ces sentiments sont négatifs, et pour 42 p. cent ils sont positifs.

Encore là, la courbe d'âge des répondants indique que les jeunes se démarquent nettement des plus vieux: les jeunes estiment dans leur vaste majorité que les sentiments des francophones sont négatifs. Les jeunes anglophones se sentent-ils à ce point mal aimés? Le sondage semble l'indiquer.

**La promotion du français est maintenant acceptée**

Le sondage CROP-La Presse indique clairement que la promotion et l'apprentissage du français sont maintenant des choses acceptées par les anglophones.

D'abord pour les enfants. Les répondants affirment à 93 p. cent

qu'il est important que leurs enfants parlent français. Les réponses se répartissent ainsi: 80 p. cent affirment que cela est très important, 13 p. cent que cela est assez important, tandis que seulement un p. cent n'y attache aucune im-

portance. Cinq p. cent affirment ne pas avoir d'enfants.

Va pour les enfants, mais pour eux-mêmes et pour les immigrants, qu'en est-il?

Les taux de réponses affirmatives sont encore là assez élevés.

Soixante-et-trois p. cent des répondants affirment posséder un certain niveau de bilinguisme. Ainsi, 21 p. cent disent être capa-

bles de converser très bien en français et 42 p. cent pensent qu'ils le peuvent assez bien. L'unilinguisme total n'est le fait que de 11 p. cent des répondants, tandis que 26 p. cent affirment ne pas converser tellement bien en français.

Enfin, si les anglophones sont opposés à ce que le français soit la seule langue d'enseignement pour les enfants d'immigrants, par contre, ils pensent à 85 p. cent que le gouvernement du Québec devrait promouvoir l'apprentissage du français chez les immigrants adultes. Onze p. cent sont contre et quatre p. cent ne donnent pas de réponse.

En somme, les anglophones reconnaissent clairement la nécessité de l'apprentissage du français tant pour eux-mêmes que pour leurs enfants ou les immigrants.



Une classe d'éèves anglophones de l'école française primaire de Pointe-Claire. Les anglophones pensent massivement que le français est essentiel pour leurs enfants.

**Ne comptons que sur nos propres moyens**

«*N*e comptons que sur nos propres moyens». Cette phrase pourrait presque servir de devise à la communauté anglophone de Montréal, qui se sent bien seule, quand elle songe à la promotion de ses intérêts. Une communauté du reste très sceptique sur l'apport des gouvernements à son épanouissement.

Selon vous, qui travaille le plus à promouvoir la vie en anglais au Québec?, a-t-on demandé aux 466 répondants du sondage CROP-La Presse. Le gouvernement fédéral, affirment à peine huit p. cent d'entre eux, même si Ottawa a consacré plusieurs millions de dollars durant la dernière décennie aux groupes de défense des anglophones. Six p. cent répondent que c'est le gouvernement québécois, six p. cent les municipalités, 26 p. cent les associations anglophones et 42 p. cent les anglophones eux-mêmes.

C'est dire que, pour deux répondants sur trois, la communauté anglophone doit compter sur ses propres efforts ou sur les associations dont elle se dote, plutôt que sur l'aide hypothétique des gouvernements. Pourtant, ses attentes sont très grandes dans ce

domaine. Lorsqu'on leur demande qui devrait travailler le plus à promouvoir la vie en anglais au Québec, 52 p. cent des personnes interrogées soutiennent que c'est le gouvernement provincial. Onze p. cent optent pour le gouvernement fédéral, un famélique un p. cent pour les gouvernements municipaux, quatre p. cent les associations anglophones, 24

p. cent désignent les anglophones eux-mêmes et sept p. cent ne savent pas ou refusent de répondre.

**Des bons points pour Alliance**

Pour l'heure, l'organisme sans doute le plus actif dans la défense des droits des anglophones s'appelle Alliance-Québec. Ce lobby anglophone critique le premier ministre Bourassa pour son «*manque de leadership linguistique*», continue de réclamer l'affichage bilingue et l'accès à l'école anglaise à tous les enfants dont les parents ont reçu une éducation anglaise ou que ce soit dans le monde.

La très grande majorité des répondants ont déjà entendu parler d'Alliance-Québec (89 p. cent). Chez les gens qui ont un revenu variant entre \$40 000-\$60 000, il faut chercher beaucoup pour en trouver un seul qui ignore de quoi il s'agit. Le seul segment qu'Alliance laisse indifférent se trouve chez les jeunes. Et encore, cela ne concerne que 11 p. cent d'entre eux.

Pour 62 p. cent des personnes interrogées, ce groupe de pression accomplit un travail très sa-

tisfaisant (15 p. cent) ou assez satisfaisant (47 p. cent) au profit des anglophones du Québec. Il s'en trouve cependant 12 p. cent qui se montrent peu satisfaits et un p. cent pas du tout satisfait. On notera toutefois un taux élevé de non réponse à cette question: sept p. cent se déclarent indifférents et 18 p. cent ne savent pas ou refusent de répondre.

Et diriez-vous que les francophones du Québec ont généralement des sentiments très positifs, plutôt positifs, plutôt négatifs ou très négatifs à l'égard des anglophones du Québec?

	%	
Très positifs	7	} 42%
plutôt positifs	35	
plutôt négatifs	42	} 51%
très négatifs	9	
ne sait pas/pas de réponse	6	

En général, les anglophones du Québec ont-ils des sentiments très positifs, plutôt positifs, plutôt négatifs ou très négatifs à l'égard des francophones du Québec?

	%	
Très positifs	11	} 59%
plutôt positifs	48	
plutôt négatifs	31	} 36%
très négatifs	5	
ne sait pas/pas de réponse	4	

**Méthodologie**

Ce sondage a été réalisé par CROP pour La Presse. Les résultats reposent sur 466 entretiens téléphoniques, d'une durée moyenne de 19 minutes, effectués du 27 mars au 3 avril 1987. Le questionnaire a été préparé par CROP en collaboration avec La Presse. Il avait comme objectif général de tracer un portrait de la communauté anglophone de Montréal et de sa région, et de compléter, par des données de sondage, un grand reportage sur cette population.

Seulement les personnes de langue maternelle anglaise et les individus d'origine ethnique autre qu'anglaise, mais dont l'anglais constitue la principale langue d'usage à la maison, étaient visés par le sondage et furent retenus dans l'échantillon. Une liste initiale de 1 780 numéros de téléphone correspondant à des adresses situées dans la région métropolitaine de Montréal a été tirée selon la méthode du hasard systématique. Afin de minimiser le nombre de contacts téléphoniques initiaux, seuls les secteurs de recensement comptant au moins 55 p. cent de ménages ayant l'anglais comme langue d'usage à la maison ont été retenus pour les fins d'échantillonnage.

L'échantillon couvre la totalité des municipalités suivantes: Baie d'Urfe, Beaconsfield, Côte St-Luc, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Hampstead, Kirkland, LaSalle, Mont-Royal, Montréal-Ouest, Pierrefonds, Pointe-Claire, Roxboro, St-Laurent, Senneville, Westmount. Il couvre en partie la ville de Montréal comprenant surtout les quartiers Centre-ville-ouest, Notre-Dame-de-Grace, Snowdon, Côte-des-Neiges, Cartierville.

De cette première liste, 851 ménages furent éliminés et classés hors échantillon, à la suite d'un premier contact téléphonique: 581 ménages francophones; 171 ménages allophones; 57 cas de service téléphonique interrompu; 22 numéros non résidentiels; 17 personnes souffrant d'un handicap les empêchant de faire une entrevue téléphonique et 3 ménages ne comportant aucun adulte. Ainsi épuré, l'échantillon véritable comprenait donc 929 ménages admissibles au sondage.

Dans ces 929 ménages admissibles, il fut possible, dans 466 cas, de réaliser une entrevue avec un individu choisi aléatoirement, à partir d'une grille de sélection qui tient compte du nombre d'hommes et de femmes de 18 ans et plus dans le ménage, soit un taux de collaboration de 50 p. cent. Signalons que ce taux de réponse ne nous semble pas refléter le véritable taux de collaboration au sondage qui, selon toute vraisemblance, serait plus élevé que ne le laisse croire ce chiffre.

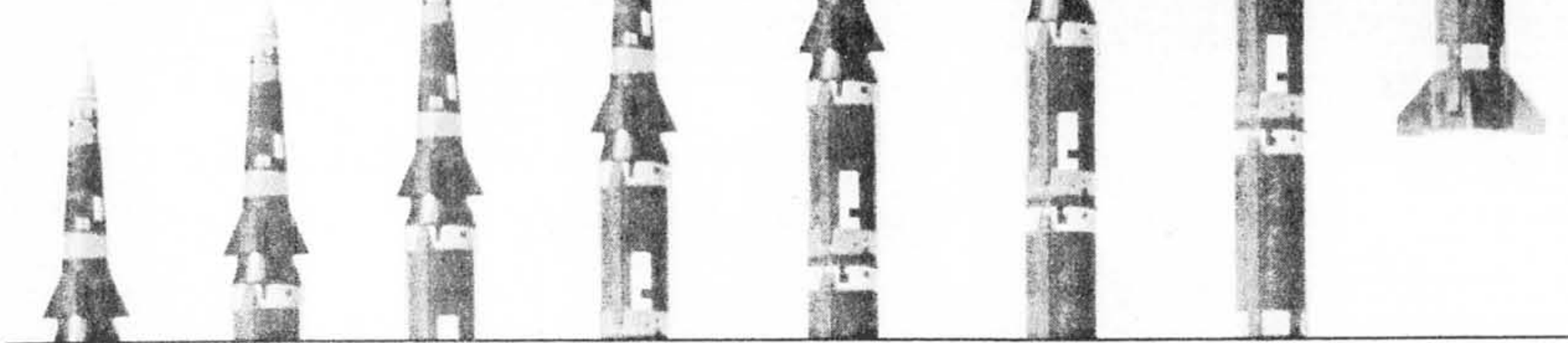
L'analyse de la non réponse au sondage révèle 207 cas de refus-ménage et 103 cas d'appels demeurés sans réponse après de multiples tentatives infructueuses. Comme il nous est impossible d'évaluer le nombre de cas qui se seraient avérés «hors échantillon» parmi ces 310 cas ou les enquêteurs n'ont pu vérifier si le ménage était admissible au sondage, nous ne sommes pas en mesure d'établir la taille de l'échantillon final ni, par conséquent, le véritable taux de réponse.

Dans les cas où il fut possible de sélectionner un répondant dans le ménage mais où il a été impossible de compléter une entrevue avec la personne choisie, on relève les motifs suivants: absence du foyer pendant la période du sondage (67); refus de collaborer au sondage (60); abandon en cours d'entrevue (18); maladie (8).

Lors du traitement informatique, les informations recueillies furent pondérées, sur la base des statistiques officielles de Statistique Canada, en fonction du sexe et de l'âge de la population étudiée. D'un point de vue statistique et dans la mesure où la population non rejointe par le sondage -la non réponse- ne diffère pas significativement des répondants, la marge d'erreur du sondage est estimée à 4,5 p. cent -plus ou moins- 19 fois sur 20. Les entrevues ont été faites en anglais, la traduction des questions est de CROP.

Le directeur de la recherche  
Claude Gauthier  
Vice-président

# Le dégel soviéto-américain plonge l'Europe de l'Ouest dans le désarroi



LOUIS WIZNITZER  
collaboration spéciale  
BRUXELLES

Les pourparlers soviéto-américains concernant les euromissiles ont plongé l'Europe occidentale dans le désarroi.

Contrairement à ce qu'une pieuse rhétorique émanant de milieux proches du pouvoir, à Londres, à Paris, à Bonn, laissait entendre ces derniers jours, les alliés européens de l'Amérique ne sont pas parvenus à harmoniser leurs positions à propos du démantèlement des euromissiles proposé par Gorbatchev.

Quant à l'élaboration d'une stratégie commune à propos de leur sécurité, elle n'a pas été amorcée et — selon des sources haut placées dans les capitales précitées — n'est pas près de l'être.

« Le dégel soviéto-américain nous a cueillis par surprise. Nous n'avions pas prévu que les choses iraient si vite. Nous n'avons aucune stratégie de rechange et nous ne savons pas comment nous adapter à la grande redistribution de cartes Est-Ouest qui est en cours. Du coup, nous n'aurons pas notre mot à dire, alors que notre destin est en jeu », reconnaît en privé un officiel français de haut rang.

### Les rencontres se multiplient

Depuis deux semaines, il n'est question dans les médias que de « concertation sur la sécurité entre Européens de l'Ouest ». François Mitterrand a rencontré successivement Margaret Thatcher

et Helmut Kohl. Le chancelier allemand a rencontré de son côté la Dame de fer. Des experts ont voyagé entre Rome, Paris, Bruxelles, Londres et Madrid. On a parlé de rendre vie à l'UEO (Union de l'Europe occidentale), fondée en 1954 pour traiter des questions stratégiques spécifiquement européennes. Tout le monde, à en croire la presse, « réfléchit ».

« En fait, tout cela est du bavardage, ni plus ni moins. Du café, du commerce. Il n'y a pas la moindre volonté politique, dans les grands pays d'Europe de l'Ouest permettant le « réexamen déchirant » de notre concept stratégique ou permettant qu'on s'engage sur la voie des sacrifices politiques et financiers qu'exigerait la mise en place d'une force européenne conventionnelle, à la fois autonome et crédible », nous explique un diplomate britannique.

Les Européens de l'Ouest se trouvent placés entre l'arbre et l'écorce. Ils ne pourraient qu'approuver les mesures qui découleraient d'un éventuel accord soviéto-américain de désarmement, étant donné que l'opinion publique, partout sauf en France, campe sur des positions de plus en plus antinucléaires.

D'un autre côté, ils s'inquiètent, dans la mesure où le retrait des euromissiles américains pourrait les placer dans une situation d'infériorité vis-à-vis des forces conventionnelles soviétiques. Forcés de réviser leur stratégie commune, ils révèlent leurs contradictions et leurs divergences.

« Nous avons vécu trop longtemps dans une confortable certitude. D'une part nous allions bénéficier toujours du parapluie

américain. D'autre part les Soviétiques poursuivraient toujours leur politique de l'immobilisme. Tout cela s'est effondré et nous sommes en pleine insécurité », avoue un conseiller de l'Élysée.

Pour ce qui est de la proposition de Gorbatchev — l'option zéro — qui avait été d'abord proposée par Ronald Reagan lui-même et qui avait obtenu le soutien sans équivoque de François Mitterrand — les Européens de l'Ouest sont divisés et perplexes. Publiquement, ils les approuvent.

En fait, la France est opposée avec véhémence au retrait des euromissiles parce que, n'étant pas membre de l'OTAN, elle serait livrée à ses propres forces. De plus, dans une Europe dénucléarisée, les missiles français (Hades et Pluton) feraient mauvaise figure, dépareraient le paysage et lui vaudraient des pressions de plus en plus fortes l'invitant à ne pas jouer les trouble-fête.

Bien sûr, l'Allemagne fédérale et le Royaume-Uni craignent aussi, de leur côté, que le retrait des euromissiles américains ne laisse l'Europe décollée de l'Amérique. Mais les gouvernements de ces deux pays n'osent pas caresser leurs opinions publiques dans le mauvais sens du poil. La perspective de ne plus servir de base aux euromissiles américaines et de n'être plus la cible des euromissiles soviétiques réjouit plutôt qu'elle n'inquiète la majorité des gens.

La France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale insistent pour qu'un accord sur les missiles à moyenne portée s'accompagne ou se prolonge par un accord sur les SRINF (missiles de courte

portée). (Rayon d'action inférieur à 1000 km). Mais les Européens ne sont pas d'accord sur la nature du lien à établir entre les deux négociations. Dans ce domaine les Soviétiques disposent d'une supériorité de l'ordre de 1 à 6.

### Incohérence

Nous sommes en pleine incohérence. Les Français veulent un accord sur les fusées à courte portée. Mais en même temps ils craignent que ces deux accords, ensemble, ne tendent à dénucléariser l'Europe. Ils ne veulent surtout pas être les seuls, même aux côtés des Britanniques, à disposer en Europe de l'arme nucléaire. Quant aux Anglais et aux Allemands, ils ne savent pas s'ils veulent que les liens entre les deux négociations soient étroits et forts ou lâches ou souples.

Bien sûr, les Européens sont d'accord pour faire valoir leurs droits à pouvoir disposer d'un même nombre de fusées à courte portée que les Soviétiques. Mais cela les avancerait à quoi puisqu'il ne saurait être question pour eux de consentir l'effort financier (considérable) qu'exigerait la fabrication et la mise en place de missiles à courte portée pour rétablir dans ce domaine l'égalité avec les forces du pacte de Varsovie.

Mais c'est à propos de la situation nouvelle où l'Europe occidentale sera placée le jour où les Pershing et missiles de croisière américains auront été retirés et où même une partie des forces conventionnelles américaines auront été rapatriées, que les Européens sont le plus divisés. « Rien n'indique qu'une nouvelle con-

ception de notre commune sécurité pourra être dégagée dans le proche avenir. Il faudra sans doute que nous soyons plongés dans une grande peur, un jour, pour que les sombres prévisions que font les officiels, pour que les analyses des experts que vous lisez dans la presse, se transforment en actions concrètes et que les concertations platoniques entre alliés débouchent sur une entreprise commune dans le domaine militaire », nous dit un dignitaire élyséen. Il ajoute : « Hélas ».

La seule proposition sérieuse en vue de la constitution d'une force militaire européenne autonome qui ait été faite est celle avancée en 1979 par le chancelier Helmut Schmidt. Il proposa alors d'unifier entièrement les forces françaises et allemandes, d'intégrer les deux commandements, d'étendre à l'Allemagne fédérale le parapluie nucléaire français. Plus tard, les autres Européens viendraient s'agglutiner autour de ce noyau central franco-allemand.

Cette proposition n'a jamais été sérieusement prise en considération et discutée au niveau du pouvoir, en France et en Allemagne fédérale. Dans l'idée de Schmidt, cette force européenne aurait été « l'autre palier de l'Alliance atlantique » indépendante de l'américaine mais alliée à elle.

« Quand on pense qu'il a fallu trois ans aux industriels de la défense allemands et français pour décider sous la pression de leurs gouvernements respectifs de fabriquer ensemble un hélicoptère militaire, que cela a été vrai pour toutes les entreprises communes de ce type, que la méfiance la plus

profonde règne entre industriels de nos pays (chacun s'estimant « le meilleur » et refusant de partager son expertise); quand on pense qu'après toutes ces années les Européens ne sont pas parvenus à s'unifier politiquement, comment voulez-vous nous faire croire qu'ils vont soudain renoncer à leur souveraineté sur le plan militaire », demande un diplomate du Foreign Office, poste à Bruxelles.

### Prisonniers de leurs géographies

L'opinion française ne consentirait sans doute pas, en l'état actuel des choses, à partager le contrôle de la « force de frappe » avec son allié d'outre-Rhin. L'Allemagne, où la plupart des euromissiles américains sont stationnés et en direction de qui la plupart des fusées russes sont pointées, ne verserait pas de larmes si les « INF » (Intermediary Nuclear Forces) étaient retirés de son territoire et si elle cessait d'être à la fois une base et une cible nucléaire. Chacun, dans ce domaine, est prisonnier de sa géographie, de son histoire, de ses intérêts propres. Chacun à Londres, Bonn et Paris a des arrière-pensées différentes.

L'Allemagne fédérale veut surtout mener à bien ses retrouvailles avec l'Allemagne de l'Est et ne rien faire qui puisse faire déraiper la normalisation interallemande. La France craint les Soviétiques mais, sans le dire à haute voix, craint également une dérive vers le neutralisme de la Bundesrepublik. La Grande-Bretagne, en dernière analyse, reste amarrée au cousin américain. L'Europe vit encore à l'heure du plan Marshall. Elle croit que l'Amérique se dévouera pour assurer la défense de l'Europe car, pour citer Hubert Vedrine, conseiller du président Mitterrand, « sans l'Europe les États-Unis ne seraient qu'un énorme faubourg de Mexico ». Mais les choses ont changé. L'énorme déficit budgétaire américain va forcer l'Amérique à effectuer des coupes claires dans ses dépenses. L'isolationnisme relève la tête. Un nombre croissant d'Américains estime que les Européens n'ont qu'à se débrouiller : s'ils veulent un bouclier, qu'ils le mettent en place eux-mêmes.

Du coup, les Européens sont déconcertés. On entend Mitterrand dire qu'« un accord sur les euromissiles serait bon » et Chirac, en privé, mettre Reagan en garde contre ce même accord : « Un piège à c... », selon la définition peu diplomatique d'un de ses conseillers. « Que voulons-nous en définitive? Moins d'armes nucléaires basées ici, mais sans pour autant rester exposés à la supériorité conventionnelle soviétique, mais sans pour autant avoir à dépenser ce qu'il faut pour nous doter du moyen de damer le pion à cette dernière. « Nous voulons une chose et son contraire », déclare un officiel italien, en poste à Paris.

La fonte des neiges soviéto-américaines a pris l'Europe de l'Ouest au dépourvu, c'est le moins qu'on puisse dire.

LOUIS WIZNITZER est un journaliste pigiste qui a ses bureaux à Paris.

# N'ayant plus rien à proposer, les socialistes ... sont prêts à reprendre le pouvoir

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE  
collaboration spéciale  
PARIS

Les socialistes français ont longtemps constitué le parti (sur papier) le plus à gauche, le plus « idéologique » d'Occident. Entre 1972 et 1982, ils annonçaient qu'ils allaient vous refaire la société et l'économie françaises en deux temps trois mouvements et, au passage, régler son cas au chômage.

Aujourd'hui, ils s'installent confortablement dans ce qu'un commentateur appelait « un vide idéologique de bon aloi ». Pour avoir beaucoup trop promis à d'autres époques, c'est comme s'ils s'étaient définitivement vidés de leur substance vitale. Et n'ayant plus rien à dire, les voici plus près que jamais d'un retour au pouvoir, dont ils ont été vigoureusement chassés il y a un an à peine.

Le PS, au congrès de Lille la fin de semaine dernière, a confirmé sa mutation. Il est devenu à peu près exclusivement un parti de gouvernement, c'est-à-dire une machine à prendre le pouvoir et à gagner des élections. Un seul objectif repérable pendant ces deux jours : resserrer les rangs en vue de l'élection présidentielle de mai 88. Le principal événement de ce congrès aura consisté à faire monter à la direction du parti toutes les « vedettes », de manière à constituer un état-major de campagne (et ce, après avoir expulsé quelques indésirables). La

problématique électorale étant la suivante : avec un électoralat que l'on peut estimer avec optimisme à quelque 35 p. cent, le PS ne peut vraiment espérer gagner des élections législatives, même si le Parti communiste (en perdition) est forcé de lui apporter ses voix. La droite, telle que constituée à l'heure actuelle, reste nettement majoritaire dans le pays.

Il n'en va pas de même à l'élection présidentielle. Il s'agit d'un scrutin très personnalisé, où les sympathies individuelles bousculent le clivage gauche/droite. Arithmétiquement gagnant au premier tour de 1981, Giscard d'Estaing a été battu au second parce que beaucoup le trouvaient antipathique. Aujourd'hui un socialiste « sympathique » (et qui surtout affiche sa modération) peut fort bien gagner l'élection présidentielle prochaine, en débordant sur l'électorat traditionnel de la gauche. Ce qui achèverait de bouleverser le paysage politique français.

L'heure n'était donc pas au bavardage, à Lille (ou plutôt oui, à condition qu'il soit parfaitement inoffensif). La seule question étant de savoir comment préparer cette campagne décisive en mobilisant un électoralat naturel sans effaroucher personne. Objectif : que le candidat socialiste obtienne 40 p. cent des voix dès le premier tour (contre 26 p. cent à Mitterrand en avril 1981). Et qu'il ait les mains libres entre les deux tours pour ramener les voix indispensables du centre.

Du coup, les divergences idéologiques et les débats théoriques pourtant dramatiques à une autre époque s'étaient volatilisés. Il y eut un temps où l'« orthodoxe » Laurent Fabius excommunait



Le président François Mitterrand

Michel Rocard pour cause de réformisme, et où celui-ci était traité de représentant de la « gauche américaine ».

Il faut dire que ces grands affrontements idéologiques servaient surtout à habiller des rivalités de « chefs » et de « féodaux », chaque « courant » du parti constituant essentiellement un réseau de soutien, soit à Rocard, soit à Jean-Pierre Chevènement soit à Pierre Mauroy, sans parler du grand chef en personne, François Mitterrand, dont Laurent Fabius espère bien être le dauphin désigné. En comparaison des combats de chefs et des intrigues de clans qui font le sel des congrès socialistes, la franchi-

se débridée des débats passés ou présents, le franc-parler des militants de base relèvent pour ainsi dire de l'anarchie bon enfant.

Au PS on ne fait pas dans la démocratie naïve et rustique. C'est le moins qu'on puisse dire. Le congressiste de base suit son chef de courant sans élever la voix (sauf en petits comités) et prend docilement les virages, même les plus abrupts. Le patron Lionel Jospin conclut le congrès en réaffirmant son « ancrage à gauche » et son refus d'une alliance centriste. Tout le monde applaudit, tout en sachant qu'on se dispose précisément à faire alliance avec le centre. Au précédent congrès, Michel Rocard et son courant étaient rejetés dans l'enfer de

l'opposition — les divergences étaient soi-disant insurmontables. Aujourd'hui, c'est l'unanimité parfaite scellée autour d'un pacte basement électoral : Michel Rocard s'engage de nouveau à s'effacer devant Mitterrand s'il se représente. En échange, les « mitterrandistes » ont pratiquement reconnu Rocard comme candidat de rechange, malgré leur aversion naturelle (et les ambitions des Fabius et Cie). De part et d'autre on a fait ses comptes : les mitterrandistes sont pratiquement convaincus d'une nouvelle candidature de leur chef et neutralisent ainsi Rocard. Ce dernier, en l'état actuel des choses (et la fulgurante remontée de Mitterrand dans les sondages) n'aurait de toute manière aucune chance de faire figure honorable en se présentant contre le président sortant. Mais il a le parti avec lui si par hasard...

Sur les questions de fond : le neant, ou plutôt la très vague et modeste réaffirmation de la volonté de « bien gérer » le pays, et de manière plutôt progressiste. Le PS veut être « le parti de l'emploi » — comme tout le monde. Il dénonce les plus grosses bêtises et les excès du gouvernement Chirac — mais pas plus que certains ministres du même gouvernement. Sur les grandes orientations — économie, social — il ne propose rien de radicalement différent de ce qui est aujourd'hui pratique. Un réalisme vide de grands projets qui sera un atout majeur pour les échéances électorales à venir. Mais qui a de quoi désespérer les amateurs de lendemains qui chantent. Faute de pouvoir annoncer quoi que ce soit de grandiose, les chefs du PS ont appelé en renfort les figures

héroïques du passé, à commencer par Jaures. Et tout ça s'est terminé par une Internationale qu'on a ressortie des placards où elle dormait depuis des années. Ça fait vibrer une salle à peu de frais et ça n'effraie plus personne.



M. Jean-Marc Piotte

### Une précision

■ Le Plus de la semaine dernière présentait deux livres, sous les titres *Paris Mai 68* et *Montréal octobre 70*. Accidentellement, le deuxième de ces deux ouvrages n'a pas été identifié. Il s'agit de *La communauté perdue. Petite histoire des militantismes*, de Jean-Marc Piotte, publié chez VLB. Professeur de Sciences politiques à l'UQAM, M. Piotte est considéré comme un penseur mais se définit comme « un intellectuel qui a fait son job dans un milieu progressiste ».

## La Presse en Afrique australe



PHOTOS JOONEED KHAN

Au stade de Harare, pour les 63 ans du premier ministre Robert Mugabe, des enfants noirs et blancs dansent à la fête d'anniversaire.

# L'Occident a créé le monstre de l'apartheid



**JOONEED KHAN**

L'expression « Etats de première ligne » ou « de la ligne du front » appliquée aux voisins de l'Afrique du Sud traduit tout à fait la réalité: tout en réprimant 30 millions de Noirs sur le « front intérieur », le régime de l'apartheid maintient un « 2e front » contre les 70 millions d'habitants de neuf pays voisins membres de la « Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe » (SADCC).

Une tournée d'un mois dans quatre de ces pays (le Zimbabwe, le Botswana, la Zambie et le Mozambique) m'a permis de constater, en effet, combien l'Afrique australe constitue un même ensemble à l'intérieur duquel l'Afrique du Sud raciste et ses voisins multiraciaux vivent une difficile et inégale symbiose, tout en étant impliqués dans l'une des plus énormes et l'une des plus sanglantes crises de mutation du monde contemporain.

L'inegalité, on le sait, joue en faveur de l'Afrique du Sud, gouvernée par une minorité blanche d'à peine cinq millions de personnes mais dont le PIB atteint \$75 milliards par an (contre \$25 milliards pour la SADCC), dont l'économie emploie 1,5 million de travailleurs migrants, légaux et illégaux, et dont le potentiel militaire (et probablement nucléaire) dépasse de loin la puissance combinée de tous ses voisins.

Mais, comme me le faisait remarquer Oliver Tambo, le président du Congrès national africain (ANC) dans notre interview à Lusaka le mois dernier, « si une minorité de 5 millions peut tenir aujourd'hui en otage une majorité de 100 millions, c'est que cette minorité a bénéficié au cours des siècles d'appuis et de complicités puissants ». Et il ajoutait: « C'est l'Occident qui a favorisé la création du monstre de l'apartheid; c'est à l'Occident maintenant de désarmer ce monstre. Le reste, on s'en charge ».

C'est cette hégémonie de fait

qu'invoque Pretoria pour dénoncer les mesures anti-apartheid, arguant que « les sanctions touchent l'ensemble de l'Afrique australe » et que « les plus faibles seront les premiers à souffrir ». En vérité, Pretoria les fait souffrir depuis longtemps, exerçant sur eux des pressions économiques et militaires pour qu'ils cessent d'appuyer la lutte en faveur de la démocratie en Afrique du Sud et pour qu'ils deviennent des satellites dociles au sein d'une « Constellation d'Etats ».

### Logique économique et comportement politique

La crise de l'Afrique australe démontre cependant, une fois de plus, que la logique économique apparente n'a pas de prise sur le comportement politique d'êtres humains bafoués dans leurs droits élémentaires et privés de leur dignité lorsqu'ils prennent conscience de leur force et décident de renverser un ordre injuste, oppressif, odieux, et « enraciné dans le Mal », selon l'expression du premier ministre Brian Mulrooney.

Vulnérable, le Zimbabwe l'est face à l'apartheid, et la Zambie l'est davantage encore, comme le



**Robert Mugabe, le jour de ses 63 ans**

SADCC comme contre-poids à l'Afrique du Sud.

Avec l'engrenage des sanctions anti-apartheid en marche — ces pays rendent grâce au Canada et au Commonwealth d'avoir donné l'exemple à la CEE et au Congrès américain — les participations aux centaines de projets de la SADCC se multiplient et la coopération intra-SADCC s'amplifiant lentement mais sûrement, les Etats « de première ligne » que j'ai visités en février et mars affichaient une confiance à laquelle je n'aurais pas préparé les dépêches des grandes agences de presse qui nous alimentent.

L'exode des firmes occidentales hors d'Afrique du Sud, avec des géants comme General Motors, IBM, Barclays et Bata en tête, le déclin de la présidence Ronald Reagan face au Congrès américain, le flux d'investissements étrangers vers la SADCC, et la relative facilité avec laquelle le Mozambique s'est remis de la mort du président Samora Machel dans l'écrasement non encore élucidé de son avion en Afrique du Sud, sont autant de facteurs expliquant cette confiance insoupçonnée le long du « 2e front de l'apartheid ».

### Confiance fragile

Cette confiance demeure fragile toutefois. Le Mozambique, par exemple, tente de fixer son peuple de réfugiés dans des zones sûres ou, intégré à l'armée et aux milices populaires, ils puissent entreprendre la bataille de la production; en attendant, il fait la guerre aux *bandidos armados* avec l'aide du Zimbabwe et de la Tanzanie.

Le Zimbabwe, prospère et dis-

cipline, qui préfigure avec sa réconciliation entre Noirs et Blancs — après une guerre de libération de 15 ans — une Afrique australe pacifique, pluraliste et multiraciale, doit d'abord « durer » face aux pressions de l'apartheid, et réussir le « dialogue de l'unité » entre Shonas et Ndebeles.

En Zambie, l'essoufflement du régime Kaunda et la crise économique suscitent un cynisme qui s'exprime par une hausse de la criminalité, ce qui ajoute à l'insécurité déjà grande du fait des opérations de « dissidents » armés par l'Afrique du Sud et d'actions terroristes de commandos sud-africains eux-mêmes; au Mozambique au moins on distingue les « bons » des « méchants », et on se sent en sécurité avec les soldats du Frelimo; mais à Lusaka, où je fus détenu en rase campagne pendant plus de deux heures par des militaires, tandis que mon chauffeur de taxi, insulté et intimidé, tremblait comme une feuille, on ne sait trop à qui se fier, et surtout pas aux agents armés, fusent-ils policiers ou soldats.

Au Botswana, où le terrorisme sud-africain a encore frappé jeudi, à l'aide d'une voiture piégée qui a explosé près du QG de la Force de défense à Gaborone, faisant trois morts, les étudiants devaient les journaux de Soweto. Et quand Paul Simon chante «... a distant constellation dying in a corner of the sky », pour eux c'est l'empire de l'apartheid qui se désintègre.

En attendant Joshua Nkomo, à Bulawayo, sa secrétaire me fit entendre de la musique de Soweto. A chaque fois que les hordes surarmées de l'apartheid frappent dans les Etats « de première ligne », Soweto célèbre des messes à la mémoire des victimes. Le ministre Pik Botha prévoit des actions de l'ANC à l'approche des élections « pour Blancs seulement » en Afrique du Sud: les pays voisins doivent s'attendre à des raids sud-africains et Soweto peut déjà préparer d'autres messes.

### Dynamisme et fierté

Sauf au Mozambique, pays littéralement en état de choc, partout ailleurs, durant ce périple mouvementé, j'ai été étonné par le dynamisme, la fierté et l'énergie créatrice de l'Afrique inde-

pendante. L'apartheid reste un monstre terrifiant, qui ne rendra pas l'âme avant d'avoir encore beaucoup détruit, mais ses nombreux adversaires savent que ses jours sont comptés.

A commencer par ceux des Blancs et des Noirs d'Afrique australe — hommes d'affaires et dirigeants politiques, l'Anglo-Américain comme l'ANC — qui voient désormais l'apartheid comme la plus grave menace pour le niveau de développement et de prospérité en Afrique du Sud, et qui veulent que ce progrès profite à tous les Sud-africains dans un cadre démocratique et à l'Afrique australe toute entière, dans un contexte de paix et de coopération.

Vu d'ici, par le prisme des agences de presse notamment, le régime de l'apartheid apparaît tout puissant et les Etats « de première ligne » font figure de friable magma politique ou regnent le chaos, le totalitarisme et le tribalisme. C'est l'apartheid qui le veut ainsi, et qui se présente d'ailleurs lui-même comme un « gouvernement démocratique », garant de « la loi et l'ordre » et des « valeurs civilisées » en Afrique du Sud, en Namibie occupée et dans toute la région.



**Joshua Nkomo, chef de la ZAPU et député à Harare**

Mais vu de Harare, de Bulawayo, de Gaborone, de Lusaka, de Maputo, ou encore de l'arrière-pays mozambicain, l'apartheid apparaît comme une triste manoeuvre minoritaire pour retarder l'Histoire, un dérapage suicidaire de la nation afrikaaner, une aberration anti-démocratique qui suscite la réprobation universelle — et qui est contestée de l'intérieur même du *laager* — un « gou-



**Abilio Salomao, secrétaire du Frelimo au Mozambique**

vernement » qui ne gouverne plus que par la loi martiale, l'occupation militaire et la guerre civile un peuple devenu de plus en plus « ingouvernable », et qui est à court de solutions avec tous ses voisins.

### La vie continue

Cela dit, la vie continue, de part et d'autre de « la ligne du front ». A la Galerie nationale du Zimbabwe, c'est l'âge d'or de la sculpture shona. Matins et soirs, touristes et hommes d'affaires étrangers se heurtent à Harare, Lusaka et Gaborone, au fourmillement d'écoliers et d'écolières en uniformes. Dans les pays de la SADCC, coopérants et techniciens canadiens et autres livrent la bataille du développement, conjointement avec les talents autochtones. Dans la ville mozambicaine d'Inhambane, malgré la discipline socialiste du Frelimo, le *Clube Ferroviario* attire les samedis soirs une jeunesse en mal de disco, alors que, le dimanche matin, les parents se retrouvent à l'église.

En conclusion, ceux et celles dont la récente couverture de plus en plus approfondie de l'Afrique australe a stimulé la curiosité d'en savoir plus, je recommande les ouvrages suivants, qui sont tous en anglais malheureusement: *Apartheid's Second Front*, de Joseph Hanlon, publié chez Penguin's, à Londres; *Destructive Engagement*, de David Martin et Phyllis Johnston, publié par la Zimbabwe Publishing House, à Harare; *South Africa, A Different Kind of War*, de Julie Fredrikse, publié par Mamba Press, à Gweru, au Zimbabwe; et *The Struggle for South Africa*, de Dan O'Meara, Rob Davies et Siphon Dlamini, publié chez Zed Books, à Londres.



**Oliver Tambo, président du Congrès national africain (ANC)**

Botswana. Quant au Mozambique, sa survie tient au miracle face à la campagne de massacres, de destruction et de terreur entretenue par Pretoria. Et pourtant, ces pays résistent et ils en paient le prix: ils soutiennent le combat majoritaire des Sud-africains, ignorant les bantoustans, réduisant leur dépendance envers Pretoria et poursuivant un développement axé sur l'essor de la



Dans le centre-ville de Zavala, province d'Inhambane, au Mozambique, pillé et incendié en 1983 par les « bandits armés ».

# Woolco Surplus

**Début**  
**aujourd'hui**

# à liquider

**Venez tôt pour un meilleur choix!**

## RABAIS DE \$70 MOBILIER DE CUISINE 5 PIÈCES

Table avec pied chromé. Chaises recouvertes de vinyle.

Prix courant, l'ens.: \$439

**\$369**  
l'ens.:

## RABAIS DE \$150 MOBILIER DE CUISINE 4 PIÈCES

Table amande, 2 chaises en tissu et 1 chaise en coin.

Prix courant, l'ens.: \$449

**\$299**  
l'ens.:

## RABAIS DE \$30 MOBILIER DE CUISINE 3 PIÈCES

Table à rallonge pliante. Chaises recouvertes de vinyle.

Prix courant, l'ens.: \$169

**\$139**  
l'ens.:

## RABAIS DE \$140 CHAÎNE STÉRÉO YORK

Comprenant tourne-disque motorisé, correcteur, magnétocassette et lecteur.

Prix courant, chac.: \$499

**\$359**  
chac.:

## RABAIS DE \$170 MAGNÉSCOPE VHS SHARP

Télécommande sans fil. 4 têtes. Programmation 14 jours — 4 émissions.

Prix courant, chac.: \$649

**\$479**  
chac.:

## RABAIS DE \$30 LECTEUR DE DISQUE YORK

Modèle DAD600. Numérique.

Prix courant, chac.: \$299

**\$229**  
chac.:

## RABAIS DE \$20 MOBILIER DE CUISINE 3 PIÈCES

Table à rallonge pliante. Chaises de couleur amande.

Prix courant, l'ens.: \$199,95

**\$179<sup>95</sup>**  
l'ens.:

## RABAIS DE \$50 MOBILIER DE CUISINE 5 PIÈCES

Table octogonale avec plateau en verre. Chaises en tissu.

Prix courant, l'ens.: \$299

**\$249**  
l'ens.:

## RABAIS DE \$150 ENS. CANAPÉ ET CAUSEUSE

Avec coussins. Brun avec motifs.

Prix courant, l'ens.: \$1049

**\$899**  
l'ens.:

## RABAIS DE \$30 FOUR À MICRO-ONDES DANBY

0,6 pi cube. 500 watts. Garantie 1 an à l'atelier.

Prix courant, ch.: \$289

**\$259**  
chac.:

## RABAIS DE \$60 TÉLÉCOULEUR 20 PO SHARP

Télécommande. Entièrement transistorisé. Garantie 3 ans à l'atelier.

Prix courant, l'ens.: \$499

**\$439**  
chac.:

## RABAIS DE \$400 ENS. 5 PIÈCES

Comprenant: télécouleur 20 po York, meuble de rangement et chaîne stéréo York avec 2 haut-parleurs.

Prix courant, l'ens.: \$1298

**\$899**  
chac.:

**Votre satisfaction est notre garantie chez**



**Woolco**